

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)
N°17, août-septembre 2013 — 1 € (soutien : 2 €)

RETRAITES vs

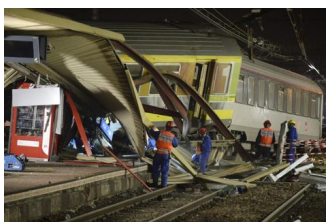
**Pour obtenir le retrait du projet de loi
il faudra un mouvement d'ensemble,
par la grève et l'auto-organisation !**



SYRIE



Non à l'intervention impérialiste !



Casse des services publics

- ▶ Catastrophe ferroviaire à Brétigny-sur-Orge
- ▶ Choc de simplification
- ▶ "Modernisation de l'action publique"



Écologie

- ▶ Déchets nucléaires à Bure : le gouvernement tombe sur un os
- ▶ Journées d'été des Amis de la Confédération paysanne



International

- ▶ Tunisie, attention danger !
- ▶ Union Européenne : pour une rupture révolutionnaire

Pour obtenir le retrait du projet de loi sur les retraites, il faudra un mouvement d'ensemble, par la grève et l'auto-organisation !

Le contenu de la contre-réforme : les patrons peuvent dire merci à Hollande

De façon habile, le gouvernement a accéléré son calendrier : le 27 août, il a révélé le contenu de sa contre-réforme. La propagande officielle nous présente une réforme juste où les efforts sont équitablement partagés (grosso modo en trois tiers) entre les travailleurs/euses actif-ve-s, les patrons et les retraité-e-s :

- les salarié-e-s verront leurs cotisations salariales retraites augmenter de 0,3 points sur 4 ans ;
- les patrons verront leurs cotisations patronales retraites augmenter de 0,3 points sur 4 ans ;
- les retraité-e-s verront leurs pensions amputées par le report de leur revalorisation au 1er octobre (au lieu du 1er avril) et par l'imposition de la majoration de pension dont bénéficient les parents de trois enfants et plus.

Cette présentation est en fait une entourloupe :

- la durée de cotisation augmentera à partir de 2020 et jusqu'en 2035 de 1 trimestre tous les trois ans, ce qui portera à 43 années pour avoir une retraite pleine ; concrètement, les salarié-e-s né-e-s en 1973 seront les premiers à devoir cotiser 43 années ;
- la hausse de cotisations patronales retraites va être intégralement compensée (pour les patrons) par une baisse des cotisations patronales familiales ! Le gouvernement satisfait ainsi une

vieille rengaine du patronat qui estime qu'il n'a pas à financer les allocations familiales. Sapin a repris intégralement l'argumentaire patronal en expliquant que « *le fait que vous ayez des enfants n'est pas en lien avec votre travail, donc il n'y a pas de raison que ce soit financé par les entreprises* ». En réalité, les profits des patrons ne pourraient pas exister sans l'exploitation des travailleurs/ses et le renouvellement de cette classe exploitée ! Ainsi Sapin nous explique tranquillement que ce n'est pas aux patrons de payer... mais aux travailleurs ! Le gouvernement a ainsi annoncé une réforme du financement de la protection sociale, ce qui ouvre la porte à un basculement massif des cotisations vers les impôts (qui sont payés principalement par les travailleurs/euses et retraité-e-s).

Le gouvernement est donc clair sur au moins un point : le coût du travail (c'est-à-dire nos salaires !) ne doit pas augmenter au nom de la défense de la compétitivité des entreprises. Puisque les patrons ne paieront rien, il faudra compenser le manque à gagner par une hausse d'impôts (CSG ou TVA) ou une coupe dans les dépenses publiques/sociales.

Ce sont donc les travailleurs/euses qui paieront la quasi-totalité de « l'effort » demandé. De façon habile, le gouvernement a fait la promotion d'avancées cosmétiques pour les travailleurs/euses : un « compte pénibilité » à partir de 2015 qui permettrait à certain-e-s de partir un peu plus tôt (le gouvernement estime le coût de cette mesure à

1 milliard en 2020, ce qui montre son caractère dérisoire) ; les congés liés à la maternité seraient mieux comptabilisés et les années d'étude pourraient être prises en compte. Toutes ces mesures ont essentiellement pour fonction de servir de hochets pour aider les bureaucrates syndicaux à nous faire accepter la réforme ou à refuser de la combattre réellement.

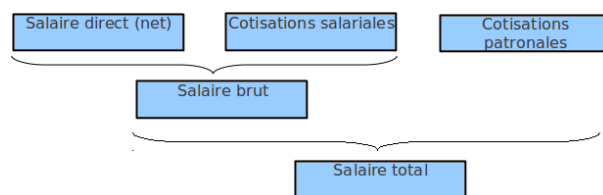
À genoux devant le patronat, sept ministres sont allés écouter leurs amis du MEDEF lors de leur université d'été. Ils ont pu ainsi entendre Gattaz, le nouveau président des patrons, qui s'est déchaîné, car il en veut toujours plus : après le cadeau de 20 milliards de crédit d'impôt du pacte de compétitivité, après l'engagement solennel du gouvernement de ne pas augmenter le « coût du travail », Gattaz veut plus : la suppression de l'ISF, « *impôt symbole qui ne sert à rien, sauf à décourager les investisseurs et les actionnaires* », la liquidation des 35h comme durée légale du temps de travail et la suppression de 100 milliards (!) de cotisations (les « charges » dans le langage commun du Medef, du FN, de l'UMP et du PS) et impôts.

Message reçu par le gouvernement qui annonce déjà la suite ! Sur *Twitter* le 29 août¹, Moscovici a annoncé : « *Le niveau des prélèvements obligatoires qui pèse sur les entreprises va baisser* »². Dans son intervention à l'université du Medef du 29 août, il a déclaré : « *Je suis heureux d'être ici. C'est la place du ministre de l'Economie et des Finances. Nous devons être au combat ensemble* ».

1. Cf. <http://tinyurl.com/moscovici-retraites>

2. Il aurait dû préciser : « va encore baisser » puisque le crédit d'impôt de 20 milliards du pacte de compétitivité a déjà allégé le niveau des prélèvements sur les entreprises.

Cotisations salariales et cotisations patronales L'ensemble des cotisations sociales sont mises dans un pot commun et constituent le « salaire socialisé », qui finance l'ensemble des prestations sociales (retraites, familles, santé, etc.). La distinction entre cotisations salariales et patronales concerne leur effet sur le salaire direct. Une hausse du taux de cotisation salariale à salaire brut constant se traduit par une baisse du salaire direct ; en revanche, une hausse du taux de cotisation patronale s'ajoute au salaire brut et n'empiète donc pas sur le salaire direct.



De façon sidérante, il a aussi assuré à ses amis patrons qu'ils pourront frauder le Fisc sans être inquiéter, puisqu'il a déclaré avoir demandé à ses services d'exclure du champ du contrôle fiscal le crédit d'impôt « compétitivité emploi »¹. Le message est limpide : les besoins des régimes de retraites sont de plus en plus importants et les capitalistes paieront de moins en moins. Ce sont les travailleurs/euses qui paieront l'addition. Le contenu de classe de la réforme est caricatural.

CFDT et CFTC soutiennent la contre-réforme ; CGT, FO et FSU refusent de la combattre vraiment

Une partie des organisations syndicales soutient le projet gouvernemental. C'est le cas de la CFDT² et de la CFTC³. La CFDT, qui avait accepté le principe même d'allonger la durée de cotisations depuis son congrès de 2010, n'a rien de fondamental à dire contre le projet du gouvernement. Elle se félicite de la non-augmentation de la CSG (en attendant la grande refonte du financement de la Sécu annoncée par le gouvernement...) et des différentes

mesures cosmétiques⁴. Ces organisations qui défendent ouvertement des contre-réformes jusque dans leurs résolutions de congrès n'ont évidemment aucune intention de mobiliser les travailleurs. Même si certaines sections de ces confédérations défendent encore des revendications, ces confédérations sont depuis longtemps des « syndicats jaunes », hostiles aux grèves et relayant la propagande patronale.

Les autres confédérations critiquent certes le projet de loi, mais ne revendiquent pas son retrait pur et simple. On a pu assister à la petite pièce de théâtre habituelle. Le gouvernement laisse croire qu'il pourrait frapper très fort (cette fois avec le rapport Moreau, rendu public au printemps pour permettre aux directions syndicales de s'égosiller)... et il annonce ensuite un projet de loi moins violent ; les bureaucrates peuvent alors se vanter d'avoir fait reculer le gouvernement, sous prétexte que celles-ci seraient moins dures que prévu ! Dans un communiqué⁵, FO se félicite par exemple que « le gouvernement (ait) su entendre certaines positions de notre organisation notamment sur le sujet

de la pénibilité, d'égalité hommes femmes et d'évitement de la hausse de la CSG ». Au lieu d'analyser la réforme comme une attaque contre l'ensemble des travailleurs, la CGT⁶ et FO parlent centralement d'une attaque « anti-jeunes » sous prétexte que ce seront les plus jeunes qui seront concernés par l'allongement de la durée de cotisation. Voilà sans doute la meilleure façon de mobiliser l'ensemble des travailleurs quel que soit leur âge...

La CGT organise d'ores et déjà la démobilisation, en refusant de placer au centre de la journée du 10 septembre la lutte contre le projet de loi. Dans son communiqué du 27 août, la confédération n'évoque même plus explicitement la question des retraites, parlant de « la journée d'action du 10 septembre pour les salaires, l'emploi et une protection sociale de haut niveau ». Pour bien montrer sa combativité, Le Paon a précisé sur France Inter le 28 août que ce n'était pas son objectif de bloquer le pays « comme en 1995 ». Il prend ainsi exemple sur son prédécesseur, Thibault, qui, en juillet 2010, n'écartait « aucun schéma social », sauf l'appel à la grève générale, qualifié de « stupidité » !

1. « Cette baisse, elle est sans contrepartie, elle est sans contrôle fiscal » (Moscovici cité par Médiapart, « Ce que révèle le tango d'amour Moscovici-Gattaz »); cf. aussi l'article du Monde « Pierre Moscovici cajole les patrons » : http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/08/30/pierre-moscovici-cajole-les-patrons_3468919_823448.html

2. http://www.cfdt.fr/jcms/prod_160305/retraites-le-contenu-du-projet-de-reforme

3. http://www.cftc.fr/ewb_pages/c/communique_14645.php

4. « Au final, le projet comporte des efforts significatifs pour faire face au problème du financement des régimes à court et moyen termes, mais aussi des avancées importantes sur la pénibilité, les apprentis, les parcours professionnels précaires et les inégalités entre les hommes et les femmes en matière de retraite ».

5. <http://www.forceouvriere-auchanlepointet.fr/communique-de-presse-de-la-confederation-fo/>

6. <http://cgt.fr/Une-reforme-qui-penalise-les.html>

Dans la même interview sur *France Inter*, Le Paon a reconnu que les journées d'action (pourtant massivement suivies) avaient abouti à un échec, mais il en tire la conclusion qu'il faut procéder exactement de la même façon et qu'il n'est pas question d'aller au-delà!

Comment mobiliser notre classe et contrer les bureaucraties syndicales ?

Le premier combat à mener est celui pour le retrait du projet de loi. Alors que les bureaucraties syndicales négocient les reculs, nous devons nous battre contre tout recul et refuser de nous engouffrer dans la défense de la « compétitivité ». Non pas parce que les capitalistes agiraient de façon irrationnelle en voulant baisser nos salaires pour accroître leur taux de profit et ainsi leurs investissements, mais parce que nous n'avons pas à définir nos revendications en fonction de ce qui est compatible avec le bon fonctionnement du système actuel.

En nous plaçant sur le terrain des intérêts des travailleurs, et uniquement sur celui-là, nous devons revendiquer en outre :

- le retrait de l'ensemble des contre-réformes de retraites, depuis la réforme Balladur de 1993 jusqu'à la réforme Fillon de 2010 ;
- le droit de partir à la retraite dès 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles), avec 100% du meilleur salaire net, après 37,5 années de cotisation ;
- le financement intégral des retraites (et de la Sécu en général) par les cotisations patronales.

C'est en mobilisant sur des revendications dénuées de toute ambiguïté que nous pourrions entraîner un maximum de travailleurs/euses avec nous. La gauche antilibérale nous enfume avec ses propositions de modulation du taux de cotisation patronale en fonction de la « bonne conduite » des chefs d'entreprise ou de taxation des profits ou des

dividendes. Ces revendications tordues pour un meilleur partage de la valeur ajoutée nous font perdre de vue l'essentiel : toute la valeur ajoutée accaparée par les patrons est le fruit de notre travail, imposons le financement intégral de la protection sociale par les cotisations patronales !

La bataille contre le projet gouvernemental sera difficile. Le calendrier est serré. Une partie de la bureaucratie syndicale soutient le projet alors que l'autre renonce à se battre pour son retrait et organise la démobilisation dès la journée du 10 septembre. Pourtant, l'attaque est importante et s'annonce comme la première d'une série transformant en profondeur notre système de protection sociale puisque le gouvernement a habilement renoncé à tout faire passer en un seul coup.

Nous devons nous saisir de la journée du 10 septembre pour mobiliser nos collègues sur des revendications précises et assurer le succès de cette journée. Une faible mobilisation permettrait en effet aux bureaucrates de se défausser sur les travailleurs/euses pour justifier l'absence de suites. Alors que le gouvernement présentera officiellement son projet lors du conseil des ministres du 18 septembre, la responsabilité des directions syndicales est d'organiser une réponse à la hauteur, par exemple par une montée nationale à Paris, avec la menace d'appeler à la grève générale pour bloquer l'économie si le gouvernement ne recule pas.

Nous savons d'ores et déjà que les bureaucraties syndicales s'opposeront de toutes leurs forces à tout plan d'action concret pour rendre possible une grève générale dans le pays ; elle seule, pourtant, peut permettre d'envisager une victoire. C'est donc la responsabilité des anticapitalistes de proposer une stratégie alternative à celle des bureaucrates, et se battre pour qu'elle soit mise en discussion et reprise par un maximum de sections syndicales et d'Assem-

blées générales sur les lieux de travail.

Réunir nos collègues pour rassembler notre classe par l'auto-organisation

Nous devons aussi profiter de cette rentrée et des espoirs d'une large mobilisation pour aider à s'exprimer la déception et la colère qui s'accumulent contre le gouvernement soi-disant de gauche. C'est d'autant plus important que nous devons renforcer le combat contre la dangereuse montée de l'extrême droite, qui s'appuie sur le désespoir où la crise et la politique du gouvernement plongent une partie des classes populaires. C'est pourquoi nous préparons aussi le rassemblement contre l'Université du FN à Marseille le samedi 15 septembre.

Pour que l'ensemble des secteurs de notre classe, y compris la jeunesse, se saisissent du 10 septembre et plus généralement se décident à participer à la mobilisation, il n'y a pas d'autre solution que d'œuvrer à la convergence des revendications et des luttes aujourd'hui assez nombreuses mais méconnues et éparses, afin d'aller vers un mouvement d'ensemble. Il faut en appeler à toutes celles et ceux qui refusent la contre-réforme, mais aussi les licenciements et suppressions de postes, le chômage de masse, la précarité croissante, le blocage des salaires, la pauvreté qui s'accroît, la répression et la privation d'avenir pour les jeunes des quartiers populaires, la politique anti-immigrés et notamment anti-musulmane qui s'aggrave. . .

Notre première tâche est donc de réunir nos collègues, syndiqués et non syndiqués, si possible en AG, même minoritaires au début, afin d'ouvrir un cadre de discussion et d'action, pour définir ensemble les revendications, débattre et mettre en œuvre des moyens d'action et œuvrer à l'auto-organisation.

Tendance CLAIRE du NPA

La MAP, une RGPP à la hauteur... des exigences de la bourgeoisie

Les travailleurs de la fonction publique constituent une grande partie de l'électorat qui a permis l'accession de Hollande au pouvoir en 2012. Même si la plupart ne s'illusionnaient pas sur une amélioration extraordinaire de leur situation, ils espéraient mettre un coup d'arrêt à la dégradation continue de leurs conditions de travail et d'existence : réductions d'effectifs, démantèlement des services, gel du point d'indice... Désabusés par cinq années de RGPP (Révision générale des politiques publiques) sous Sarkozy, ils ne s'attendaient certainement pas à pire. Le premier ministre Ayrault s'était d'ailleurs empressé de les rassurer en paroles : « la période de RGPP est close », annonçait-il fin juillet 2012. Quelques mois plus tard, il dévoilait pourtant une nouvelle grande réforme de l'administration, la MAP (Modernisation de l'action publique).

Cette RGPP « de gauche » est un catalogue de 200 mesures plus ou moins concrètes destinées à provoquer un « choc de simplification » de l'administration. Parmi celles-ci, quelques mesures justes, par exemple la suppression des demandes d'extrait d'acte civil pour les principales démarches. Mais on comprend bien que ces mesures là ont été retenues précisément parce qu'elles trouvent leur place dans la logique directrice de la MAP : tailler le budget de la fonction publique. D'autres mesures qui paraissent justes a priori sont également perverties par la même logique générale qui motive leur mise en œuvre. Par exemple, la mutualisation de plusieurs services réalisant à peu près les mêmes tâches paraît être une bonne chose, mais il suffit de peu d'expérience pour savoir qu'en pratique, cela se fait toujours avec une harmonisation par le bas pour aboutir à une structure unifiée mais rachitique. En fait,

les mesures les plus emblématiques marquent un renforcement de l'accompagnement de l'État aux entreprises, en même temps qu'elles poursuivent le désengagement de l'État dans ses missions d'intérêt plus « général » (contrôle environnemental, soutien technique aux petites collectivités...). Au final, trois grands axes se dégagent de la MAP :

- le renforcement du soutien aux entreprises
- la dématérialisation des démarches administratives courantes
- le transfert insidieux des missions de l'État vers d'autres organismes parapublics ou privés.



Le renforcement de l'engagement de l'État aux côtés des patrons se traduit d'abord en espèces sonnantes et trébuchantes : réduction de 50 % des coûts d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, abattement forfaitaire de 500 000 € sur le montant de la plus-value lors de la cession d'une entreprise (pour les chefs de petite entreprise qui partent à la retraite)... Ce soutien appuyé s'affiche aussi de façon plus indirecte, via un assouplissement des réglementations. Dans un document adressé à tous les ministres, le chef du gouvernement donne l'orientation générale de cette réforme : « À partir des attentes prioritaires des entreprises, [il s'agit d'identifier] les chantiers qui permettront de faire baisser significativement la complexité perçue et vécue dans leurs champs

de compétence ». Quelques mesures prennent déjà forme : réduire l'obligation pour les entreprises d'établir et de publier leurs comptes, simplifier les formalités douanières concernant les certificats d'exportation agricoles, les certificats d'exportation relatifs aux espèces en danger... et les licences d'exportation pour matériels de défense! D'autres suivront certainement. En attendant, les « pigeons » sont rassurés. Dans une instruction du 2 avril, le premier ministre demandait aux ministres et préfets de veiller personnellement à privilégier une interprétation facilitatrice du droit existant, certes en indiquant avec précaution « à l'exception des normes touchant à la sécurité »... Mieux, dorénavant, la non réponse dans les délais de l'administration à une demande vaudra acceptation, alors que jusqu'à présent elle signifiait un rejet! Étant donné la difficulté croissante des services administratifs à répondre aux demandes dans les temps, cette mesure revient mécaniquement à élargir toutes les mailles du filet réglementaire. Les champs concernés n'ont pas encore été dévoilés, mais compte tenu de la logique du « choc de simplification », il devrait bénéficier sans surprise aux patrons (par exemple dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploitation). Dans la même veine, le gouvernement a adopté un principe purement comptable dictant que pour une réglementation créée, un volume équivalent d'une autre réglementation devra être supprimé. Il y a fort à parier que les domaines juridiques relativement nouveaux ayant trait aux exigences environnementales et sanitaires des populations seront dans le collimateur.

Cachée derrière l'appellation pompeuse de « transition numérique », la dématérialisation généralisée des démarches administra-

tives est avant tout un bon moyen pour le gouvernement de planifier la réduction des effectifs employés pour accompagner les usagers dans leurs démarches. Il est vrai que la dématérialisation peut simplifier la vie de nombreux usagers, mais cette option ne dispense pas des explications et conseils que peuvent apporter des agents correctement formés. Or, étant donné l'esprit de la MAP, il serait illusoire de penser que cette réforme n'entraînera pas une dégradation de l'accompagnement par les agents. Les usagers se retrouveront face à un traitement opaque de leurs demandes, sans interlocuteur pour rendre compte d'inévitables erreurs. De plus, la généralisation de ce mode d'interaction pénalisera encore plus les couches sociales les plus pauvres ou marginalisées qui connaissent mal les procédures administratives, n'ont pas un accès facile à une connexion internet, ne maîtrisent pas forcément les outils informatiques... La gestion des allocations familiales et celle des prestations d'assurance maladie devraient faire partie des premiers services touchés par la dématérialisation.

Enfin, le déchargement progressif de l'État de ses missions fait partie des méthodes classiques de l'État pour diminuer le nombre de ses fonctionnaires. Le transfert insidieux des missions d'intérêt public vers d'autres organismes permet d'embaucher davantage de travailleurs précaires (contractuels, vacataires, stagiaires...) plutôt que de recruter des travailleurs sous le statut plus protecteur de la fonction publique. Ce procédé contribue aussi à atomiser les travailleurs de la fonction publique. La répartition entre plusieurs opérateurs différents génère petit à petit une myriade de statuts « à la carte » qui affaiblit le statut unique dans lequel tous les travailleurs de la fonction publique se reconnaissent encore, les rendant plus vulnérables aux attaques séparées. Les vagues successives de décentrali-

sation en 1982 et 2003-2004 sont un exemple connu de ce déchargement de l'État, dans ces cas précis vers les collectivités territoriales. Au nom de l'adaptation à la spécificité de chaque territoire, Hollande prépare maintenant l'acte III de la décentralisation. Cette nouvelle vague ne devrait pas enrayer la baisse continue des postes liés au droit des sols (permis de construire, de démolir...) et à l'Atesat (Aide technique fournie par les services de l'État aux petites communes) : la suppression de 3 000 postes est prévue dans les trois prochaines années, sur les 5 000 restant aujourd'hui.

Ayrault présente la MAP comme un programme de « modernisation », visant à « rénover le modèle français », usant ainsi d'une rhétorique qui n'est pas nouvelle chez les « socialistes ». En effet, en 1984, Pierre Mauroy n'appelait-il pas déjà à « moderniser la France » ? On s'en rend bien compte, la MAP n'est pourtant rien moins que le prolongement accentué des principes conducteurs de la RGPP.

Prolongement, car derrière les grandes formulations utilisées pour mieux faire passer la pilule amère des réformes, ce sont, aujourd'hui comme hier, les intérêts de la classe dominante qui continuent de déterminer les politiques. Il s'agit encore de faire payer aux travailleurs du public le déficit creusé par les subventions et autres cadeaux fiscaux accordés aux patrons. Il faut encore réduire les dépenses pour les services publics qui bénéficient à la masse des travailleurs, mais coûtent plus qu'ils ne rapportent aux capitalistes. Pour le PS, comme pour tous les partis qui veulent préserver l'ordre capitaliste, un argent public utile, c'est avant tout un argent utile aux profits de la bourgeoisie. Voilà pourquoi la MAP fait partie intégrante du Pacte de compétitivité. Et voilà pourquoi le gouvernement s'est tout naturellement engagé à poursuivre

jusqu'à leur terme les 311 mesures de la RGPP (sur 503 au total) qui n'étaient pas encore achevées en mai 2012, mesures qu'il qualifie lui-même « de bon sens » !

Accentuation, car la crise capitaliste s'est elle-même approfondie depuis l'époque de la RGPP : fermetures d'usines, flambée du chômage, installation de la récession... Cette situation aggravée exige des sacrifices encore plus considérables de l'ensemble de la classe ouvrière pour relancer la machine capitaliste. En témoigne le cadre serré des coupes budgétaires décidées par le gouvernement : 50 milliards d'ici 2017, auxquels s'ajoutent au moins 10 milliards d'ici 2014 pour financer deux nouveaux cadeaux au patronat, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et le contrat de génération. Au cabinet du ministre du Budget, on ne s'en cache pas, la MAP sera « le support principal de la réduction des dépenses » (*Le Monde*, 19 décembre 2012). Enfin, là où la RGPP touchait essentiellement la fonction publique d'État, la MAP s'étend désormais aux deux autres versants de la fonction publique (la territoriale et l'hospitalière).

Au final, le seul changement par rapport à la RGPP serait dans la forme, la « méthode » : il ne revient plus au ministre du Budget de décider de couper tel ou tel budget, le choix est maintenant laissé à chaque ministère de voir s'il préfère s'amputer d'une jambe ou d'un bras ! S'il fallait encore le prouver, le limogeage de la ministre de l'écologie Delphine Batho donne à voir que même au sein du gouvernement, la « concertation » si chère aux « socialistes » n'est qu'une vaste mascarade.

Les exigences du capitalisme ne sont pas freinées par un « parti socialiste ». La politique des dirigeants n'épargne aucun secteur du salariat. Après l'ANI qui frappe les travailleurs du privé, c'est au tour des travailleurs du public de se serrer la ceinture pour le maintien de la bourgeoisie. Mais le gou-

vernement n'est pas fou : l'attaque est moins violente envers les fonctionnaires, plus syndiqués que la moyenne et plus prompts à se mobiliser. MAP, poursuite du gel du point d'indice (base de calcul du salaire des fonctionnaires), accélération de la diminution des effectifs dans les ministères jugés non prioritaires (près de 2 retraités sur 3 n'y seront pas remplacés, soit pire que le ratio de 1 sur 2 instauré sous le précédent gouvernement), et plus largement, réforme des re-

traites : il y a pourtant de quoi préparer une rentrée explosive ! Face à ce qui n'en reste pas moins des attaques structurelles, que font concrètement les centrales syndicales pour défendre les salarié-e-s et contrer effectivement cette politique ? À part les plaintes et gesticulations habituelles devant les médias, les dirigeants de FO, la CGT et la FSU se contentent d'appeler le gouvernement à revoir ses plans. La question de la construction d'un véritable rapport de

force appuyé sur la mobilisation des premiers-ères concernés-ées est soigneusement écartée. Une fois encore, le PS peut donc compter sur ses « partenaires sociaux » pour tuer dans l'œuf la contestation. D'ailleurs, étrangement, aucune réaction des dirigeants syndicaux n'a été entendue à propos d'une autre mesure de la MAP instituant que les « modes de concertation ouverts et informels » seraient désormais privilégiés. . .

Constanza Marcia

Choc de simplification : des complications pour les travailleurs !

(Article publié dans Tout est à nous ! du 25 juillet 2013)

Annoncé fin mars par Hollande, le « choc de simplification » se traduit aujourd'hui par un catalogue de mesures. Si la communication du 17 juillet a été centrée sur la simplification des démarches des usagers vis-à-vis de l'administration, l'essentiel est ailleurs : il s'agit de simplifier la vie des patrons, c'est-à-dire de lever certaines « rigidités » qui protègent partiellement les travailleurs du pouvoir patronal.

Un des objectifs est d'alléger le contrôle de l'administration sur le respect du droit du travail. Après avoir programmé l'affaiblissement de l'inspection du travail¹, le gouvernement remplace les obligations de transmission de documents à l'administration du travail par une mise à disposition si celle-ci le réclame. En outre, un décret déjà présenté au Conseil d'État facilite l'accès des moins de 18 ans aux travaux dangereux : l'autorisation annuelle de l'inspection du travail est remplacée par une autorisation pluriannuelle pour les jeunes en formation ; pour les autres, un simple

avis favorable du médecin du travail suffira, et c'en sera donc fini du contrôle du respect de la réglementation sur la sécurité au travail !

D'autres mesures vont permettre aux patrons de payer moins de taxes : les frais d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés seront réduits de 50% ; surtout, Hollande a confirmé que la réforme de la taxation des plus-values de cession d'entreprises (avec de gros abattements pour satisfaire les « pigeons ») sera appliquée, de façon rétroactive, à partir du 1er janvier 2013 !

La « simplification » va aussi permettre aux patrons de truanter plus facilement l'administration fiscale : les contrôles fiscaux seront allégés pour le crédit d'impôt ; les contrôles de l'usage des fonds publics attribués sous forme d'avance remboursable s'appuieront sur le principe de la confiance à priori (!) ; les obligations de publication des comptes pour plus de 1,3 million de TPE et PME seront allégées.

Par ailleurs, cette opération va probablement aboutir à une simplification du « droit à polluer », car le gouvernement a lancé de-

puis le 16 avril des « États généraux du droit de l'environnement » et écoute attentivement les doléances contre les « contraintes » pesant sur la croissance. Les pistes sont nombreuses, notamment donner plus facilement des autorisations aux industriels, mettre en veilleuse le principe de précaution, et éviter quelques enquêtes publiques. . .

Le « choc de simplification » est donc une formule de communicant qui cherche à dissimuler l'orientation 100% pro-patronale du gouvernement. Comme l'a indiqué Péresse le 17 juillet sur Europe 1, « clairement, le gouvernement met ses pas dans les pas de Nicolas Sarkozy ». Et il tapera encore plus fort dans les mois à venir parce que la crise (qui n'est pas derrière nous !) exige, dans le cadre du système, des cadeaux toujours plus grands pour les patrons et des attaques redoublées contre les travailleurs. Seul le blocage de l'économie du pays, c'est-à-dire la grève générale, pourra stopper cette spirale régressive. C'est l'enjeu de la rentrée sociale.

Gaston Lefranc

1. Cf. <http://www.filoche.net/2013/02/18/mise-a-mort-de-1%E2%80%99inspection-du-travail/>

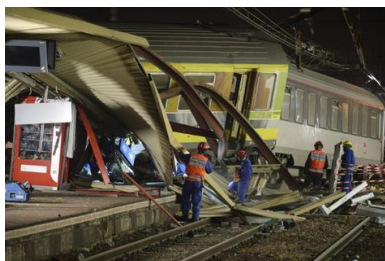
Catastrophe ferroviaire à Brétigny-sur-Orge : la cause n'est pas la fatalité mais la casse du service public !

Un accident terrible et le spectacle politico-médiatique qui l'accompagne

Vendredi 12 juillet, peu après 17h, un train Corail, en provenance de Paris Austerlitz et à destination de Limoges, a déraillé à pleine vitesse au niveau de la gare de Brétigny-sur-Orge, s'effondrant en partie sur un quai où stationnaient des voyageurs en attente d'un RER. Le bilan de ce terrible accident, le plus important depuis la collision de la gare de Lyon de 1988, est de 6 morts (4 attendant un train à Brétigny et 2 passagers du train) et 62 blessés (dont 9 graves). Après l'accident, un imposant dispositif de « sécurité » a été déployé autour de la gare, ce qui a provoqué quelques heurts avec des groupes de jeunes. Au cours de la soirée, nous avons pu observer (vers 20h) des policiers agressifs, en tenue de combat, agitant leur flashball et ordonnant à la population de dégager. Des rumeurs propagées par le « syndicat » policier Alliance, reprises et amplifiées par l'UMP et le FN, ont évoqué des pillages sur les victimes par des bandes de jeunes au pedigree « suspect ». C'est une invention qui a été catégoriquement démentie par les secouristes sur place, qui ont au contraire salué l'aide spontanément apportée par de jeunes brétignolais. Il y a effectivement eu des heurts vendredi soir, provoqués par des flics agressifs qui ont repoussé les jeunes aux abords de la gare, mais il n'y a pas eu le déferlement d'une horde de barbares pour piller les victimes, comme l'ont fait croire, de façon honteuse, ces salopards de l'UMP et du FN.

Dans la soirée, les principaux commis de l'État bourgeois ont défilé à Brétigny : Hollande, puis

Ayrault, et enfin Valls. Chacun ne voulait pas passer à côté de l'événement et a récité son couplet plein d'empathie pour les victimes : comme à l'accoutumée, ces charognards cherchent à profiter de l'émotion populaire pour faire oublier leur responsabilité. Journalistes serviles et politiciens retors nous servent une belle pièce de théâtre pour occuper les cerveaux disponibles et faire diversion sur les vraies questions que pose ce drame. Le but est de mettre en scène une communauté nationale qui, par delà les clivages sociaux, saurait se rassembler face au mauvais sort. Nous serions tous dans le même bateau, et les puissants qui décident pour nous seraient en fait nos alter ego, partageant nos souffrances et déployant toute leur énergie pour faire face à un aléa dramatique.



La cause de l'accident : un aiguillage défectueux

La direction de la SNCF a annoncé le lendemain du drame que la cause de l'accident était la défaillance d'une pièce d'aiguillage (une éclisse) à 200 mètres de la gare. A partir de là, deux thèses sont théoriquement possibles : le matériel aurait été mal entretenu ou le matériel aurait été saboté. L'hypothèse du sabotage a notamment été évoquée, de façon insistante, par un bureaucrate (Fabian Tosolini) du syndicat jaune CFDT Transport Environnement, qui a paradé vendredi soir et samedi sur

les plateaux télévision des chaînes info (BFM et I Télé) en tant qu'expert. En bon porte-parole officieux de la direction de la SNCF, il a sous-estimé les défaillances dans l'entretien du matériel, pour agiter le spectre d'un sabotage. En s'appuyant sur le fait qu'un contrôle avait été effectué sur cet aiguillage début juillet, il a cherché à accréditer la thèse de l'attentat. De façon grotesque, le journaliste « scientifique » Michel Chevalet¹ et le président PS de la région Île-de-France Jean-Paul Huchon, ont expliqué qu'il y avait peut être eu un sabotage après le passage d'un train au même endroit une demi-heure avant. Autrement dit, aux abords de la gare, et en heure de pointe, des individus auraient déboulé sur les voies pour saboter l'éclisse, et bien sûr sans se faire repérer par personne !

Le scénario du sabotage ne tient pas la route. Même Valls, qui aurait pourtant été ravi d'une telle explication pour déployer son discours sécuritaire, a estimé samedi soir qu'une telle hypothèse était peu probable. Il reste donc l'explication plus prosaïque et moins romanesque : le matériel était mal entretenu et il a fini par se déglisser suffisamment pour faire dérailler un train.

Le délabrement progressif des infrastructures et des trains

Le réseau ferré est de plus en plus mal entretenu. Si les lignes TGV concentrent les moyens de l'État, et si les TER sont dans un état convenable grâce aux financements des régions, les trains Intercités (interrégionaux) et les RER sont vieillissants et les infrastructures mal entretenues, faute de moyens suffisants.

La ligne Paris-Limoges était

1. Cf. le sketch de Chevalet, qui s'embrouille tout seul, ici : <http://www.youtube.com/watch?v=FLNNF7kGvWE>

considérée comme l'une des douze « lignes malades »¹ par la direction de la SNCF en 2011 :

– l'infrastructure est dégradée : voie, dallage, caténaires, électrification, aiguillages, signalisation... Rien de significatif n'a été fait depuis 2011, et les retards sont chroniques sur cette ligne. Sur l'ensemble du territoire national, le nombre de kilomètres (1 700 km) nécessitant de rouler à vitesse très réduite (en raison de la dégradation de l'infrastructure) a doublé en cinq ans

– les trains sont vétustes : après les bateaux, on parle de « trains poubelles »² ; la plupart des trains Corail en circulation ont plus de 30 ans d'âge, car la SNCF a tout misé sur le TGV, plus rentable. En outre, ces vieux trains sont constitués de wagons séparés, ce qui augmente le risque de déraillement, alors que les TGV sont des trains articulés, ce qui les empêche de se démantibuler en cas de déraillement.

La situation sur le réseau RER, en particulier à Brétigny, est tout aussi déplorable. Le Syndicat de transports d'Île-de-France (STIF), qui prévoyait d'importants travaux de rénovation d'ici 2017, évoquait en 2009 des postes d'aiguillage vétustes. En mai dernier, l'association d'usagers du RER C « Circule » dénonçait : « *Brétigny est un des exemples les plus marquants du manque d'investissement dans les infrastructures ferroviaire depuis 30 ans avec certains postes d'aiguillage datant des années 1930* »³. Le 24 mai, une inspection avait mis en évidence une dégradation d'un aiguillage aux abords de la gare de Brétigny, ce qui avait entraîné en juin des travaux en urgence, qui avaient fortement perturbé le trafic. Il faut donc bien comprendre que cet acci-

dent dramatique n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein : il s'inscrit dans la continuité de toute une série d'incidents, liés au mauvais entretien du réseau, qui n'avaient jusqu'alors pas provoqué d'accident mortel⁴.

Les conditions de transports ne cessent de se dégrader pour les usagers : la saturation du trafic entraîne des petits retards quasi-systématiques ; les incidents matériels (rails cassés, pannes de signalisation, etc.) entraînent régulièrement des retards importants ; et les conditions de transport de dégradent. Alors que des trains climatisés et confortables avaient été mis en service il y a une bonne dizaine d'années sur le RER C, les nouveaux trains ne le sont plus, les sièges sont durs et les places sont réduites : le but est d'entasser un maximum de bétail au moindre coût. Tout ceci concourt à stresser les passagers et ne fait que stimuler la (mauvaise) agressivité, notamment à l'égard des agents de la SNCF qui n'y sont pour rien.

Pour avoir un système ferroviaire qui marche correctement, et donc des trains sécurisés qui arrivent à l'heure, le magazine *L'Usine nouvelle*⁵ estimait en 2011 qu'il fallait un plan d'investissement de 40 milliards : 20 milliards pour rajeunir les infrastructures et 20 milliards pour renouveler le matériel roulant.

Les conséquences dramatiques de la libéralisation ferroviaire

La libéralisation du rail a été lancée en 1991 au niveau européen par une première directive. Il s'agissait dans un premier temps de séparer la gestion de l'infrastructure de celle de l'exploitation des services du transport, afin de rendre possible la mise en

concurrence du fret (effective depuis 2006), des liaisons internationales (effective depuis 2009) et des liaisons nationales de transports voyageurs (programmée pour 2019 au plus tard). C'est absurde du point de vue de la satisfaction des besoins, mais ce n'est pas le souci de nos gouvernants qui veulent ouvrir la partie rentable du marché ferroviaire aux capitalistes et casser le statut des cheminots lié au monopole d'État du ferroviaire.

C'est dans ce cadre que la SNCF a été coupée en deux en 1997, avec la création de RFF (Réseau ferré de France) pour gérer les infrastructures. Néanmoins, la coupure n'est pas totale, puisque la SNCF a gardé le personnel qui travaille sur les voies, les gares et les aiguillages, et agit en ces matières pour le compte de RFF. La SNCF rémunère donc RFF pour faire passer les trains, mais RFF la rémunère pour entretenir et exploiter le réseau.

Pour mettre fin à cette situation absurde, le gouvernement PS n'envisage évidemment pas de revenir au monopole d'État du ferroviaire, contradictoire avec la mise en concurrence. Il a certes annoncé en octobre dernier la création d'un gestionnaire d'infrastructure unifié (GIU) qui regrouperait l'ensemble des opérations ferroviaires. Mais Jean-Louis Bianco, qui a rédigé un rapport⁶ pour le gouvernement, propose que cette structure chapeaute la SNCF comme transporteur, et un nouveau gestionnaire d'infrastructure qui regrouperait notamment RFF, Gares et Connexions (l'entité SNCF de gestion des gares), et la Direction SNCF de la Circulation ferroviaire (qui gère aujourd'hui, notamment, les aiguilleurs). Loin de revenir à une structure unifiée, il s'agirait de créer une troisième structure pour

1. Cf. <http://tinyurl.com/sncf-lignes-malades>

2. Cf. <http://www.rue89.com/2013/07/13/accident-bretigny-apres-les-bateaux-les-trains-poubelles-244211>

3. Cf. http://portail.circule.org/wp-content/uploads/2013/04/CIRCULE_avis_noeud_Bretigny.pdf

4. Brétigny n'est pas un cas isolé. Pierre Serne, vice-président (EELV) de la région Île-de-France en charge des transports a ainsi reconnu samedi 13 juillet : « *Hélas, des situations d'urgence comme celle de Brétigny sont très nombreuses sur le réseau !* »

5. Cf. <http://www.usinenouvelle.com/article/pour-des-trains-a-1-heure-il-manque-40-milliards.N144615>

6. Disponible sur http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Recommandations_JLBianco.pdf

mieux séparer les deux autres. La SNCF serait amputée d'une partie de ses branches pour renforcer RFF. Il s'agirait donc de continuer le dépeçage de la SNCF, afin de permettre une concurrence « libre et non faussée » en 2019 avec une SNCF suffisamment affaiblie pour permettre à ses concurrents privés de prospérer. Cette mise en concurrence généralisée ne pourrait que se faire au détriment de la sécurité des voyageurs, puisque la priorité serait de faire du profit, à n'importe quel prix.

S'opposer à la réforme ferroviaire, renouer avec le monopole d'État, et réinvestir massivement dans le transport ferroviaire

Les grands discours du gouvernement sont d'une hypocrisie répugnante. Les « socialistes » au

pouvoir sont déterminés à poursuivre le démantèlement de la SNCF, afin de préparer, dans les meilleures conditions pour les capitalistes et dans les plus mauvaises pour les usagers et les cheminots, la mise en concurrence de 2019.

Les principaux syndicats de la SNCF s'opposent à la réforme ferroviaire, mais l'intersyndicale se contente de journées d'action. La dernière, le 13 juin, a été très bien suivie, mais il n'y a aucune suite, ni aucun plan pour une montée en puissance vers une grève générale du rail qui seule pourrait faire reculer le gouvernement.

La catastrophe de Brétigny doit nous faire prendre conscience de la gravité de la situation. Il est urgent de stopper cette nouvelle étape du processus de privatisation de la SNCF, et de construire une alliance des cheminots et des travailleurs usagers

pour rendre possible possible une grève général du rail. Plus largement, le drame de Brétigny nous fait prendre conscience que la religion du profit et de la minimisation des coûts menace directement notre sécurité. Alors que la crise du capitalisme exige des gouvernements bourgeois une accélération des attaques contre les travailleurs, des coupes drastiques dans le financement des services publics, nous ne devons pas en rester à une posture défensive, mais porter haut et fort la seule alternative politique face à la course à l'abîme : un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, en rupture avec toutes les institutions de la bourgeoisie, qui exproprieraient les capitalistes et produirait pour satisfaire les besoins vitaux de la population.

S., habitant à Brétigny-sur-Orge et militant de la TC

A Saint Christol-lez-Ales dans le Gard, une centaine de salariées occupent "Call Expert"

Le 5 juin dernier les salariées de Call-Expert, entreprise de télémarketing, ont découvert en se rendant à leur travail que l'entreprise était fermée et que la direction avait disparu. Ayant pu finalement y pénétrer les téléopératrices ont constaté que tous les outils nécessaires à l'exécution du travail avaient été déconnectés. Face à cette situation une partie des salariées syndiquées ou non à la CGT et une partie du CE ont décidé de se mettre en grève et d'occuper les locaux. Cette occupation de jour comme de nuit est destinée à préserver leur outil de travail et à éviter des actes de vandalisme qui pourraient leur être im-

putés. Une autre partie des salariées, majoritairement syndiquées à la CFDT, a décidé de jouer le jeu de la concertation avec le patron fugeur. Après que les grévistes aient demandé une médiation au Sous-Préfet d'Alès, le Président de Call-Expert Languedoc-Roussillon envoyait le 13 Juin une lettre aux salariés leur reprochant la situation de blocage dans laquelle se trouve l'entreprise et assurant le versement de leur salaire aux non grévistes. Le Sous-Préfet, M.Marx, lors de la réunion de médiation a regretté que l'action inconsiderée des grévistes mette l'entreprise en péril et ne s'est pas privé d'attiser sans trop de diffi-

cultés la division syndicale.

Philippe Poutou avec les militants du NPA du Gard s'est rendu à Call-Expert le samedi 15 Juin afin de soutenir les salariées et les encourager dans cette lutte d'autant plus difficile que la CFDT passe beaucoup plus de temps à dénigrer l'Union Locale CGT plutôt que de défendre les 105 salariées contre l'attitude inqualifiable du PDG de Call-Expert à leur égard. Cette lutte est également difficile car peu soutenue même par les directions de partis ou de syndicats (y compris l'UD CGT du Gard) dont normalement on pourrait attendre un soutien actif des travailleurs. Philippe

Poutou en saluant la détermination des ces courageuses grévistes a déclaré que c'est par la lutte que pourra naître le rapport de force qui permettra renverser ce système inique qu'aucune réforme ne rendra plus humain.

Discours très bien accueilli par les salariés de Call-Expert mais aussi par les salariés d'entreprises venus manifester leur solidarité et encore récemment en lutte (victorieuse) comme Haribo, où il s'était rendu, et de syndicalistes poursuivis pour « faits de rébellion » face aux forces publiques. Beaucoup de syndiquéEs de la base disent ouvertement et avec beaucoup d'amertume que plutôt que de défendre les salariéEs, leurs directions nationales se préoccupent davantage de parfaire leur « image » de « partenaires responsables » dans un « dialogue social » bien cadré et pipé avec le

Gouvernement et le patronat.

Depuis lors le Sous-préfet, M. MARX, a réuni une table ronde avec les représentants de toutes les institutions concernées : Redressement industriel, Conseil Général, Président de l'Agglo, le PDG de Call -Expert ainsi que les représentants des salariées : CE, CFDT et CGT. Le PDG de Call-Expert exige la reprise du travail dans un site qu'il a lui-même fermé le 5 Juin dernier, mais ne veut donner aucune assurance quant au maintien du site de Saint-Christol-Lez-Alès au-delà du 30 Décembre prochain.

Suite à l'entrée en force hier, dans l'entreprise, de représentants de la direction accompagnés de la police et des RG, trois salariées a bout de force après 15 jours d'occupation de l'entreprise ont fait de graves malaises qui ont nécessité leur hospitalisation. La délégue

guée CGT a demandé un droit de retrait et que l'on attende la fin du travail de la cellule psychologique. Pour beaucoup de salariéEs cette concertation ne sert à rien. Le Pdg de Call-Expert qui est implanté dans de nombreuses villes en France continuera comme il l'a toujours fait à racheter, à créer des entreprises avec les multiples aides dispensées sans beaucoup de contrôle par Etat et les collectivités locales et à les liquider ensuite sans état d'âme quand elles ne sont plus rentables à ses yeux et non sans avoir fait de multiples dettes. Pourquoi s'en priverait-il d'ailleurs? Lors de la table ronde qui vient d'avoir lieu à Alès, la communauté d'Agglo, face au spectre de la liquidation judiciaire, vient de lui proposer de nouvelles aides...

Nemausa

POUR L'ORIENTATION DU NPA

Bilan du CPN « élargi » des 6-7 juillet 2013

Un CPN rétréci

Au-delà d'une date tardive, la question des élections de 2014 n'est pas la priorité des camarades, et on les comprend! D'autant que l'essentiel des débats avait eu lieu au CPN précédent, fin mai...

La majorité du CE a voulu restreindre aussi le contenu politique du CPN en tentant d'empêcher l'ajout d'un débat sur la situation, pourtant marquée par une passionnante actualité internationale (Turquie, Brésil, Égypte...), par la montée de l'extrême droite et par la nécessité de préparer la bataille contre la « réforme » des retraites. Une majorité du CPN a heureusement voté pour qu'on en discute, mais personne n'a suivi notre proposition d'éla-

borer au moins une motion sur les retraites. Cela aurait pourtant permis de se mettre en ordre de bataille sans attendre la « journée d'action » que les directions syndicales ont fini par convoquer après avoir participé à la « conférence sociale ». Cette date du 10/09 n'est pas conçue comme le point de départ d'une mobilisation d'ensemble pour battre le gouvernement, mais comme la réactivation de la stratégie qui nous a fait perdre en 2010. Il est crucial que nous la préparions non seulement pour en assurer le succès afin de donner confiance aux collègues, mais surtout en défendant un objectif clair : pour gagner, la seule solution est de construire l'auto-organisation et la grève dans nos

lieux de travail et au niveau interpro, de combattre dans nos syndicats pour imposer aux directions l'abandon de la stratégie des « journées saute-mouton » et l'appel à la grève générale.

Même sur les élections, le débat a été rabougri. Beaucoup de camarades X mais aussi Y ont prétendu que le NPA disparaîtrait de la scène politique s'il ne se présentait pas aux européennes... Une fois de plus, on nous fait croire que la seule façon d'exister pour le NPA serait de participer aux élections!

Pour les municipales, la majorité a continué de jouer à cache-cache : pas d'accord national avec le FdG, mais pas non plus de critères programmatiques clairs

pour l'acceptation d'accords locaux ; pas de soutien aux listes PS, mais refus de s'engager à ne pas appeler à voter pour lui au second tour, ni même à ne pas faire de fusions soi-disant « techniques ». Quant aux européennes, on note que l'idée de rupture avec l'UE est présente, mais elle reste abstraite car le texte ne dit rien du « comment » ; or il faudrait selon nous dire clairement que seul un gouvernement des travailleurs pourrait réaliser une rupture anticapitaliste avec l'UE et l'euro, tout en œuvrant à construire une Europe socialiste.

Nous sommes favorables à la participation électorale quand elle nous permet de défendre nos idées avec une audience de masse... donc pas à n'importe quel prix. Nous sommes pour nous présenter avec LO, ce qui permettrait de partager l'effort financier et surtout de faire apparaître un pôle anticapitaliste face aux réformistes, en commençant par les luttes de l'automne. Sinon, nous avons dit notre scepticisme face à la campagne « 1 million », qui nous semble au-delà de nos forces, sauf à ne faire que cela durant un an... Prenant acte de l'avis majoritaire, nous avons cependant voté la motion financière afin que l'expérience soit menée collectivement et qu'on en tire le bilan étape par étape, en tenant compte aussi de l'évolution de la situation politique.

Sur la résolution de la Y

Pour définir le contenu des campagnes, nous avons amendé la résolution Y, comme au précédent CPN. Certaines de nos propositions ont été intégrées, notamment celle d'une adresse publique à LO

pour se présenter ensemble. Mais deux divergences principales persistent :

1) Nous poursuivons pour notre part le combat de la PZ pour que, dans les axes de propagande du NPA, y compris donc sur le plan électoral, on mette en avant l'objectif de l'*expropriation des capitalistes* et du *pouvoir des travailleurs* : c'est là que ce se concentre le programme de transition des révolutionnaires. Nous ne sommes donc pas d'accord avec les camarades Y qui certes veulent bien parler dans les textes de gouvernement des travailleurs et d'Etats-Unis socialistes d'Europe, mais qui ne considèrent pas que cela doive être au cœur des idées défendues publiquement par le NPA. Dès lors, l'axe de campagne proposé par la Y est ambigu : « *préparons la riposte, aux capitalistes de payer la crise* ». Que veut dire cette formule ? S'agit-il que les capitalistes « paient » la crise au sens strict, c'est-à-dire qu'on prenne sur leurs profits pour maintenir des emplois, augmenter les salaires, relancer les dépenses publiques ? En ce cas, c'est compatible avec une orientation réformiste, keynésienne, totalement illusoire, selon laquelle, en taxant le capital, en rognant les profits, en relançant la consommation, on pourrait sortir de la crise... Ou cela signifie-t-il qu'on peut dire aux travailleurs/ses que les capitalistes sont responsables de la crise, mais qu'on ne doit pas leur indiquer *comment* en sortir, comme si le programme révolutionnaire leur était inaccessible ? Pour notre part, nous estimons que l'essence même de la démarche transitoire n'est pas de refuser d'assumer notre objectif au motif que les masses ne seraient

pas prêtes à l'entendre, mais de partir de leurs revendications actuelles pour exprimer une orientation « *conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat* » (*Programme de transition*).

Cependant, comme il s'agit là de la divergence principale entre PY et PZ, mise en évidence au congrès, nous n'en avons pas fait une condition pour réaliser l'unité sur les élections à ce CPN... Mais il y a une deuxième divergence, plus immédiate :

2) Nous sommes en désaccord avec l'appel à voter pour le PS au second tour en cas de risque de victoire du FN. La discussion n'a pas eu lieu sérieusement, nous sommes prêts à la mener et, à 9 mois des échéances, il n'y avait aucune urgence ! Pourtant, les camarades Y ont refusé de reporter ce passage et même notre proposition d'un vote dissocié sur ce point, alors que nous leur avons dit notre accord pour voter le reste du texte malgré nos divergences. Certains ont d'ailleurs assumé que ce refus des conditions minimales de l'unité avec nous procède d'une logique de courant ; dès lors, nous ne pouvions que nous abstenir sur le texte final.

Nous espérons cependant que les discussions politiques enfin entamées à l'occasion de ce CPN se poursuivront et qu'il deviendra bientôt possible de rassembler réellement dans un courant commun, sur la base des convergences substantielles et pour préparer une nouvelle majorité pluraliste du parti, tou-te-s les camarades partisan-e-s d'un NPA révolutionnaire...

F, L, L, R, S (PZ/Tendance CLAIRE)

Sur les meetings du NPA à Nîmes et à Marseille

Meeting du NPA à Nîmes le 12 juin 2013

Organisé par les comités de Nîmes, Alès, et Uzès, le meeting animé par Christine Poupin, porte parole du NPA a réuni 80 participants. Parmi ceux ci une majorité de salariés d'entreprises en lutte dans le Gard : Haribo, Callexpert et autres, ainsi que de nombreux lycéens et étudiants.

C'est ainsi qu'outre l'exposé de Christine Poupin, les participants ont pu entendre les témoignages de syndicalistes très actifs dans ces luttes : une déléguée de la Société Callexpert dont le patron, chasseur de primes publiques récidiviste à brusquement fermé le site mettant 115 salariés à la rue. Ils occupent depuis leur entreprise. Ensuite des délégués CGT d'Haribo qui ont évoqué la victoire de la lutte menée pour leur revendications mais aussi hélas la répression patronale contre un élu du CHS et trois intérimaires, tous quatre aujourd'hui licenciés. Un délégué de l'UL CGT du Gard a raconté comment il a été lourdement condamné pour avoir selon la justice lancé un œuf qui a blessé 8 CRS, et refusé un prélèvement ADN.

Enfin une déléguée syndicale du Conseil Général du Gard a dénoncé la majorité PS/PC/ EELV qui suite aux grèves impose sans possibilité de négociation l'allongement du temps de travail et ne fait aucun cas de la dégradation des services publics départementaux. Les jeunes, quant à eux, ont démontré dans le compte-rendu de leurs actions qu'ils ne se faisaient aucune illusion concernant les « réformes-régressions » que leur promet le pouvoir dit « socialiste » et se sont montrés bien décidés à lutter de leur côté en liaison

avec l'ensemble du mouvement politique et social.



Tribune du meeting NPA à Nîmes le 12 juin 2013.

En introduction à ce meeting un hommage ému a été rendu à Clément MERIC massacré par un fasciste. Cet évènement révoltant a une résonance particulièrement forte dans un département comme le Gard, gangrené par le FN et ses homologues de la Ligue du Midi mais aussi par une droite qui par son discours ne cesse de lui manifester une certaine connivence.

Nemausa

Meeting Poutou à Marseille le 14 juin 2013

Nous étions à peu près 80 pour ce meeting emploi-licenciements pour lequel le NPA 13 avait fait venir Philippe Poutou ; ce qui n'est pas trop mal vu la période.



Affiche du meeting Poutou à Marseille le 14 juin 2013..

C'est un camarade du comité jeunes qui a introduit sur la situa-

tion au niveau national comme au niveau local. Puis deux membres d'un collectif ont relaté les problèmes rencontrés par les Atsem (Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles) et les personnels non-enseignants dans les maternelles et les écoles primaires de la ville de Marseille. Puis une camarade a enchaîné sur les luttes dans l'éducation de ces derniers mois.

Nous avons aussi eu un bref exposé sur la mobilisation en cours au centre des impôts de Marseille Saint-Anne dans le 8e arrondissement, une intervention du CRAC, collectif anti ANI dont le NPA était partie prenante ; et bien entendu un Fralib qui a annoncé qu'ils organiseraient prochainement dans leur usine une rencontre des boîtes en lutte.

Pour des raisons extérieures et indépendantes de notre volonté, des représentantEs des Moulins Maurel, des Virgin, de l'hôpital psychiatrique de Montperin n'ont pu participer au meeting. Après l'intervention de Philippe, des échanges ont eu lieu. J'en ai profité pour rappeler la situation sur le front de la santé sur Aix en Provence (Hopital psy en lutte, fusion forcée des hôpitaux d'Aix et de Pertuis...) Puis d'autres camarades ont enchaîné sur les questions féministes, la répression des roms, et le débat sur ce qu'il faut faire aujourd'hui pour mettre en échec le gouvernement, sa politique pro-patronale, ses volontés de dialogue social (à travers la conférence du 20/21)...

Plusieurs contacts ont été pris, ce qui prouve que le NPA commence à redevenir (un peu) attractif.

**JB (Militant TC,
Aix en Provence)**

« Une alternative anticapitaliste à l'Union européenne » (intervention lors de l'Université d'été du NPA)

Nous publions ici l'intervention de notre camarade Ludovic Wolfgang, membre du CPN et Comité exécutif du NPA (représentant la Plateforme Z/Tendance CLAIRE), lors du débat sur l'« alternative anticapitaliste à l'Union européenne » organisé à l'Université d'été du NPA fin août. Nous mettrons en ligne sur notre site l'enregistrement des débats dès qu'il sera disponible. Comme on le verra, l'orientation que nous proposons est fort différente de celle de la majorité du NPA telle qu'elle s'exprime dans les médias par la voix d'Olivier Besancenot : à la question de savoir si en ayant le pouvoir on « romprait avec l'UE », le porte-parole de notre parti répond par la négative et dit qu'on convoquerait une « assemblée constituante » à l'échelle européenne pour construire une « Europe sociale »¹. . . La question est d'importance à l'heure où la zone euro est la plus durement frappée par la crise du capitalisme et où l'extrême droite tente de monopoliser le combat contre l'UE avec son programme nauséabond. Il est urgent que le débat se poursuive !

L'euro : une question taboue au NPA ?

Le mot « euro » est absent de tous les textes adoptés par le congrès fondateur en 2009. Il ne se trouve pas non plus dans les textes adoptés par le premier congrès en 2011, trois ans après le début de la crise mondiale. Au congrès de 2013, le mot fait certes son apparition. . . mais seulement dans les descriptions qui parlent de la crise dans la « zone euro ». Comment est-ce possible, alors que c'est une question centrale pour toutes les bourgeoisies européennes ?

Bien sûr, on dénonce l'UE actuelle et ses traites, mais cela ne

fait pas un programme politique. Dans les textes du dernier congrès, on parle d'un « processus constituant pour une nouvelle Europe, sociale et démocratique » ; on parle de « redistribution radicale des richesses, d'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie » ; on dit même que ce serait là un « programme pour des gouvernements des travailleurs qui commenceront à rompre avec le capitalisme dans la perspective des États-Unis socialistes d'Europe ». Mais on ne dit rien de concret concernant la politique à mener en ce qui concerne l'UE, ses institutions et l'euro.



Aujourd'hui, les camarades de la majorité nous disent que la sortie de l'euro n'est pas la solution, que ce signifierait seulement un retour à une monnaie nationale, que cela ferait le jeu du FN. C'est une très mauvaise manière de poser la question. Cela conduit concrètement les camarades à proposer de rester dans l'euro, mais avec une Banque centrale européenne contrôlée par les citoyens et un certain nombre de mesures sociales et démocratiques, sur les banques, les salaires, les services publics, etc.

Pour le PG et le PC, l'euro et l'UE seraient des « acquis » à réformer !

Jetons maintenant un œil sur le programme du PG concernant l'euro et l'UE. Cela fait l'objet d'une résolution spéciale de 10 pages (mars 2011). Plusieurs scénarios sont envisagés, l'option de

sortie de l'euro est prévue et traitée, même si elle est considérée comme la moins souhaitable. Le PG explique son orientation, distingue le court terme et le moyen terme, détaille ses propositions. . . C'est un vrai programme politique. C'est ce qu'on attend d'un parti.

Mais bien sûr c'est un programme réformiste : il s'inscrit dans le cadre des institutions et du capitalisme. C'est un programme de gouvernement prévu pour le cas de victoire aux élections. Il n'envisage l'expropriation de personne, seulement la constitution d'un « pôle public bancaire », la « réforme de la Banque de France » et une série de mesure de relance keynésienne.

Or le PG explique clairement que tout cela peut se faire sans sortir de l'euro, sans sortir de l'UE, seulement en contrevenant à certaines dispositions du traité de Lisbonne ! Ce serait certes un coup de force, mais selon un mécanisme présenté comme légal (par les clauses dérogatoires que prévoirait le compromis de Luxembourg). Le PG n'exclut pas la sortie de l'euro si c'est la seule solution pour rompre avec le libéralisme. Mais pour lui l'euro est innocent : « la crise de la dette publique européenne et les difficultés pour l'affronter n'ont rien à voir avec l'euro ; elles sont imputables à la libre circulation des capitaux avec le reste du monde, aux statuts de la BCE (...) et aux politiques délibérées des gouvernements ». Il faudrait donc « garder la monnaie unique comme bien commun des peuples unis d'Europe, nous la réapproprier en menant la politique que nous voulons » ! De manière indisociable, le PG veut « préserver l'acquis de cinquante ans de

1. http://www.dailymotion.com/video/x1470ux_la-societe-capitaliste-n-est-pas-rationnelle_news

construction européenne, en se débarrassant du poison néolibéral » ; bref, il s'agit d'« œuvrer à une transformation de l'UE, non à sa destruction ».

Quant au PCF, il n'est pas sur une ligne différente. Dans la revue de ses économistes, *Économie et politique*, numéro de juin, on lit : « Certains agitent l'idée de sortir de l'euro. Cela reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE. (...) En sortant de l'euro, on déserterait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne, au mépris d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des peuples ».

La position des partis du FdG est donc claire : ils sont pour réformer l'UE et l'euro, dans la mesure même où ils sont pour réformer le capitalisme et ses institutions. Ils sont en même temps pour le « produisons français », pour favoriser les patrons français. Or ce sont eux qui restent hégémoniques dans le mouvement ouvrier organisé. Certes, il y a aussi quelques réformistes souverainistes de gauche comme Sapir, Lordon, sans oublier les lambertistes du POI ; mais c'est marginal. Quant à LO, elle estime que ce n'est pas un problème, car euro ou pas, les capitalistes sont les capitalistes et l'État bourgeois est l'État bourgeois. Du coup, seul le FN apparaît à une échelle de masse comme voulant rompre avec l'UE et l'euro !

Or les masses ont de plus en plus l'UE en horreur, y voient la cause de leurs maux économiques et sociaux. La question est décisive : comment faire pour que les révolutionnaires gagnent l'hégémonie dans les secteurs les plus combattifs de notre classe et, à travers eux, à une échelle plus large ? Cela dépend bien sûr avant tout des luttes, de leur développement, de leur radicalisation. Mais cela dépend aussi de notre programme, de sa clarté, de sa capacité à convaincre, donc des réponses concrètes qu'il apporte aux

questions que les gens se posent.

Non, l'Union européenne capitaliste et l'euro ne sont pas réformables !

L'UE est une institution du capital pour maximiser son taux de profit et son taux d'accumulation. Les peuples n'ont jamais participé à sa construction. Elle est conçue d'abord et avant tout comme un marché commun. Par définition, un marché commun profite aux plus grosses entreprises, aux pays les plus compétitifs.

Pendant les dites « Trente glorieuses », cela n'a pas trop lésé les intérêts de la classe ouvrière en raison de la faiblesse du chômage, de la force des acquis sociaux et du mouvement ouvrier. De plus, des secteurs entiers de la bourgeoisie elle-même n'avaient pas intérêt à aller plus loin. Mais avec la crise des années 1970, la montée du chômage, la stagnation et l'inflation, la pression du grand capital se renforce, il faut aller plus loin dans la constitution de multinationales car la concurrence s'exacerbe. À cela s'ajoute l'affaiblissement de l'URSS : stagnation, perte de crédibilité, et début de crise des PC.

Un tournant s'opère alors dans la politique des classes dominantes : c'est l'offensive du néolibéralisme, recomposition globale de la domination de classe. Sur le plan européen, on passe de la libéralisation du commerce à la libéralisation des marchés de capitaux, à la dérégulation généralisée (Acte unique en 86, Traité de Maastricht en 92)...

C'est dans ce contexte que se situe le lancement de l'euro. Ce n'est pas un instrument technique, neutre, dont l'usage dépendrait de l'orientation politique des gouvernements. Il vient parachever le marché commun. Il est décidé dès les années 1970 pour une mise en œuvre en 1980 (plan Werner, adopté par le Conseil européen). C'est dire qu'il est dans les gènes mêmes de l'UE. Mais la crise des

années 70 a conduit à reporter sa mise en œuvre, marquant un coup d'arrêt à ladite « construction européenne ». Cependant, avec la libéralisation des années 80, les États subissent des attaques spéculatives contre leur monnaie : cela les rend vulnérables et les oblige à d'incessants réajustements, d'autant que l'inflation reste forte. De plus, les taux de change sont variables et coûteux. Tout cela entrave les progrès du marché commun à un moment où, avec la crise, les marchés se rétractent.

La monnaie unique est relancée au début des années 90. L'Allemagne accepte, à condition que la lutte contre l'inflation et la rigueur budgétaire deviennent règles intangibles, sortent du champ de la décision étatique pour devenir des compétences supranationales, avec l'indépendance de la BCE et un droit communautaire qui l'emporte sur droits nationaux. Tout le monde sait qu'une monnaie unique sans budget commun, c'est risqué car les structures économiques des pays sont inégales et on ne peut compenser les écarts de compétitivité par des redistributions fiscales, encore moins faire face à des crises. D'ailleurs, dans le plan Werner, il était prévu mise en place d'un budget commun comme condition pour lancer la monnaie unique. Mais tant pis, advienne que pourra, car l'euro a trois atouts majeurs :

– En mettant fin aux frais de change, l'euro rend les exportations moins chères au sein des pays de la zone et les écarts d'inflation avantagent les pays centraux ; cela leur permet, surtout à l'Allemagne, d'inonder de leurs produits les pays du Sud ; c'est d'ailleurs le sens de l'intégration artificielle de pays peu développés dans la zone euro (Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie)...

– Ensuite, l'euro devient une monnaie mondiale forte, crédible, une monnaie de réserve (25% dans les réserves de change des pays,

contre 62% pour dollar), un moyen de paiement international et une liquidité facilement disponible pour les marchés financiers; c'est d'ailleurs dans ce rôle que l'euro résiste le mieux à la crise actuelle, d'où l'intransigeance de la BCE sur la stabilité des prix;

– Enfin et surtout, c'est une arme pour mettre en concurrence les travailleurs : rendant impossible les dévaluations compétitives, la seule variable d'ajustement pour faire face aux écarts de compétitivité est le travail : mobilité, flexibilité, précarité, gel des salaires; l'Allemagne sait qu'elle va gagner à ce jeu, car elle est déjà l'économie la plus puissante et, passé le coût de la réunification, elle dispose d'une énorme armée de réserve après les privatisations à l'Est : c'est cela qui va permettre à Schröder de taille à la hache dans les acquis des travailleurs de l'Ouest.

De fait, tout cela a permis aux grandes multinationales européennes de réaliser de juteux profits, d'acquérir des firmes étrangères, de se développer à l'international, de multiplier les investissements directs à l'étranger, dont 30% hors UE. Il en résulte une forte européanisation des capitaux des grands groupes, solidarité accrue entre capitalistes européens, y compris pour contrer la montée des fonds US.

Revers de la médaille d'un point de vue capitaliste est que l'afflux d'argent et de marchandises dans pays périphériques se fait à crédit, aussi bien pour les États que pour les ménages : cela conduit à un endettement massif, à des déficits publics, à des déficits commerciaux, tout en accroissant les écarts de compétitivité puisque les importations ruinent des secteurs entiers de l'industrie des pays du Sud. On peut même parler d'un processus de semi-colonisation des pays de l'Est et aujourd'hui de la Grèce. Il n'y a plus de spéculation sur les monnaies, mais sur les dettes publiques (crise de la dette

souveraine).

Bref, l'examen des buts et des effets de l'euro montre qu'on ne peut en aucun cas soutenir comme le PG et le PC qu'ils pourraient être « en soi » dissociables de la libre circulation des capitaux, de l'indépendance de la BCE et des attaques contre les travailleurs. C'est une totale abstraction, une arnaque économique et politique.

Pour un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs, qui romprait avec le capitalisme et donc d'emblée avec l'UE et l'euro

Il est donc clair qu'aucune politique révolutionnaire ne peut être mise en œuvre, ni par conséquent défendue aujourd'hui en tant que propagande, sans intégrer la rupture avec l'UE et l'euro. Il faut briser le tabou. Et qu'on ne hurle pas au souverainisme ou au nationalisme!

Comme parti, nous devons élaborer des objectifs, des propositions, des anticipations... Le parti n'est pas un syndicat. Il faut mettre en avant non seulement des revendications immédiates et des revendications transitoires particulières, mais aussi présenter un programme politique global et cohérent, qui rende crédible la perspective de rupture avec le capitalisme. Car les gens nous interrogent sur le sens réel de nos propositions, sur les conséquences qu'elles auraient, par exemple l'interdiction des licenciements ou l'annulation de la dette. Si nous ne pouvons pas leur répondre en assumant le caractère révolutionnaire de ces mesures et de leurs conséquences, alors ils se tournent vers le Front de gauche, qui semble plus crédible en proposant des solutions dans le cadre des institutions et du capitalisme. Nous sommes donc ici au cœur du débat stratégique. Examinons de près nos propres mots d'ordre :

– Le NPA revendique l'annulation de la dette publique illégitime.

Mais qui la détient? Pas besoin d'audit : ce sont les « créanciers institutionnels » : banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, États... Plus précisément, elle est détenue à 52% par des institutions françaises ou étrangères de la zone euro. L'annulation de la dette entraînerait une crise terrible, une vague de faillites en France et dans la zone euro. Comment serait-elle possible sans rompre avec l'euro?

– Le NPA revendique l'« appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie ». Oui, il faut exproprier les grands groupes capitalistes de l'industrie et des services, les transformer en monopoles publics sous contrôle des travailleurs de chaque secteur et des usagers/consommateurs. Mais concrètement cela impliquerait là encore de spolier les actionnaires, les propriétaires français et étrangers. Ce serait non seulement une mesure anticapitaliste, mais aussi profondément internationaliste. En effet, aujourd'hui, les entreprises du CAC 40, par exemple, font la majorité de leurs profits hors de France. Non seulement on ferait des monopoles publics, mais on renoncerait à la propriété des filiales françaises à l'étranger : on appellerait les travailleurs de ces pays à se les réapproprier, en poussant ainsi concrètement à l'extension du processus.

– Le NPA revendique l'interdiction des licenciements. Oui, mais cela n'est possible que par un gouvernement des travailleurs : il faut le dire. Et il faut préciser : il faudra construire un grand secteur socialisé comprenant la Fonction publique actuelle et les grosses entreprises expropriées : les travailleurs auront un statut garantissant la sécurité de l'emploi et un revenu à hauteur des besoins.

– Mais les capitalistes se laisseraient-ils faire? Non! Sans doute bien avant le début d'une révolution, ils feront passer leurs avoirs à l'étranger par un jeu d'écriture ou un clic : qu'ils le

fassent ! Ils n'ont en main que des titres de propriété : les actifs physiques, les usines, les bureaux, les machines, les magasins resteraient et les travailleurs auraient à organiser eux-mêmes la production selon un plan élaboré à tous les niveaux et arbitré centralement. Car évidemment, un gouvernement des travailleurs suppose une situation d'ébullition révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, des mobilisations de masse et l'auto-organisation dans toute la société. On ne peut pas l'envisager autrement. Il faut d'ailleurs limiter au maximum les risques de guerre civile. La socialisation des moyens de production ne peut se faire que progressivement, en misant sur la conviction et non la contrainte des petits propriétaires, et sur la neutralisation des classes moyennes.

– Tout cela peut-il se faire avec l'euro ? Évidemment pas ! Le gouvernement des travailleurs devrait créer une banque publique unique et une nouvelle monnaie : monnaie inconvertible et inutilisable sur les marchés internationaux pour empêcher la fuite des capitaux. Cette monnaie sera nationale si le gouvernement des travailleurs s'impose au niveau d'un pays, mais binationale si le processus est concomitant dans deux pays, ou même multirégionale si la révolution ne triomphe dans un premier temps que dans certaines régions... Ces pays peuvent être des pays européens : c'est certes le plus probable, vu l'intégration économique actuelle ; c'est ce qui justifie l'objectif des « États-Unis socialistes d'Europe ». Mais éventuellement ce peuvent être aussi par exemple un pays européen et un pays arabe, ou la Turquie ! Alors il y aura peut-

être une monnaie commune trans-méditerranéenne... Bref, l'orientation révolutionnaire n'a évidemment rien à voir avec le nationalisme !

– Le commerce extérieur deviendrait monopole de l'État, ce qui impose évidemment le rétablissement de barrières douanières. Ce n'est pas du protectionnisme capitaliste, au service des profits, c'est la défense de la révolution et de ses institutions. Et encore une fois ce n'est pas forcément sur une base nationale, mais sur la base du territoire en révolution. Les tarifs douaniers sont négociés de façon bilatérale avec les États capitalistes qui acceptent de commercer. Mais globalement, il est inévitable les prix à l'importation montent en flèche. Il faut donc renoncer à beaucoup de produits étrangers. Tout ce qui peut être produit sur place doit l'être : aujourd'hui, seuls 30% des produits importés sont des produits qu'on ne pourrait pas produire sur place, et tous ne sont pas indispensables. Cela permettrait de réaliser des gains considérables en termes de transport et en termes d'impact écologique. On relocerait l'économie. Les produits qui ne peuvent être qu'importés, comme le pétrole malgré le début de la transition énergétique, sont échangés contre des produits exportables, par exemple du pétrole vénézuélien contre du vin français (chacun ses liquides !).

Mais j'entends une objection : ce n'est pas un programme réaliste, même pas transitoire... Allez lire celui du PG : il n'est pas non plus crédible, si l'on entend par là un programme crédible *immédiatement*. Mais c'est

un *programme*, c'est-à-dire qu'on fixe clairement des objectifs et on dit de façon précise par quels moyens on propose de reconstruire l'économie. Ce ne sont pas tous des « revendications » immédiates, mais c'est un ensemble de mesures que doit prendre le gouvernement des travailleurs pour rompre concrètement avec le capitalisme.

Bien sûr, cette propagande n'empêche pas que nous mettions en avant, au quotidien, des mots d'ordre, que nous dénoncions le capitalisme, le patronat, le gouvernement, que nous avancions des revendications pour l'action (aucun licenciement chez PSA, etc.) et des mots d'ordre plus propagandistes, mais partiels (nationalisation de PSA, etc.). Bien sûr aussi on doit encourager la convergence des luttes en Europe, car nous avons un ennemi commun avec les travailleurs/ses des autres pays de l'UE. Mais tout cela ne fait système qu'en s'articulant avec notre objectif stratégique. C'est encore peu audible, certes. Mais si nous ne défendons pas notre programme, personne ne le fera à notre place et les travailleurs ne l'inventeront pas tout seuls spontanément, ils ne referont pas en quelque temps toute l'histoire du mouvement ouvrier et des quatre Internationales. C'est à cela que sert un parti. Ne laissons pas aux partis bourgeois, aux partis d'extrême droite, mais pas non plus au Front de gauche le monopole des programmes politiques. Il est temps que le NPA réélabore un vrai projet socialiste ou communiste révolutionnaire, qu'il se dote d'un programme cohérent et conséquent !

Ludovic Wolfgang

Non à l'intervention impérialiste en Syrie !

Elle ne vise nullement à aider le peuple syrien à se libérer :
les impérialistes occidentaux veulent uniquement reprendre le contrôle de la
région déstabilisée par les processus révolutionnaires

Une nouvelle fois, les impérialistes français et états-unien ont décidé de bombarder un pays arabe. L'accusation d'utilisation d'armes chimiques par Bachar El Assad n'est qu'un prétexte : les impérialistes recevaient en grande pompe ce dictateur monstrueux quand il leur vendait à vil prix l'économie syrienne et ils sont les premiers à utiliser des armes atroces contre les peuples, des mines anti-personnel aux bombes à uranium, en Irak, en Afghanistan, en Afrique... **Qui peut croire que ces pires va-t-en-guerre du monde, qui ont massacré ces dernières années des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, puissent vouloir aider le peuple syrien à réaliser ses aspirations démocratiques et sociales ?** Qui peut se faire la moindre illusion sur les prétendues visées humanitaires des impérialistes américains qui torturent dans les prisons de Guantanamo et de la CIA, et des impérialistes français qui ont défendu Ben Ali jusqu'à son renversement en janvier 2011 et qui continuent plus que jamais de soutenir des dictateurs sanguinaires en Afrique ?

En réalité, les impérialistes et leurs alliés de l'État sioniste veulent reprendre la main dans la région dite « arabo-

musulmane » parce qu'elle est profondément déstabilisée depuis le début des processus révolutionnaires en 2011. Le régime pourri de Bachar El Assad, soutenu par les capitalistes russes et chinois, a provoqué la guerre civile contre son peuple qui s'était soulevé au printemps 2011, au prix de 100 000 morts déjà et de destructions terribles. Aujourd'hui, l'impasse politique est d'autant plus grande qu'on trouve parmi les insurgés non seulement des révolutionnaires, des démocrates indépendants authentiques, qui manquent cruellement d'armes, des Kurdes luttant pour leur libération nationale, mais aussi des agents directs de l'impérialisme équipés par la France, les États-Unis et Israël et des islamistes de différentes obédiences, les uns armés en abondance par les réactionnaires d'Arabie saoudite et du Qatar, les autres au service des terroristes d'Al Qaida.

C'est maintenant une course de vitesse entre les différents secteurs de la lutte armée contre Al-Assad, l'enjeu étant de savoir qui dirigera la Syrie après la chute du dictateur. Il est probable d'ailleurs que, dans ce but, les agents directs de l'impérialisme et une partie des islamistes s'allient, l'essentiel étant surtout d'empêcher les révolutionnaires et

les démocrates indépendants, arabes et kurdes, de prendre en main leur propre destin. C'est exactement ce qu'ils ont tenté avec le gouvernement de Morsi en Égypte ou avec le pouvoir Ennahda en Tunisie, mais leur échec les oblige à de nouvelles interventions dans la région.

Car l'enjeu dépasse largement le cadre de la Syrie : il concerne l'ordre régional et par là même mondial. La Syrie est un terrain d'affrontement lourd de dangers entre les impérialistes occidentaux d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre. Le chaos syrien déborde au Liban, ainsi que dans le Kurdistan de Turquie. En Égypte, une mobilisation populaire impressionnante contre les Frères musulmans, qui avaient le soutien des impérialistes parce qu'ils étaient, à un moment donné, les seuls à pouvoir enrayer le processus révolutionnaire, a débouché sur un coup d'État de l'armée ; la faiblesse du mouvement ouvrier organisé a permis à l'armée d'imposer pour le moment sa solution, en opérant massacre atroce des Frères musulmans pour terroriser toute la population. En Tunisie, le gouvernement Ennahda, soutenu par les impérialistes, est lui aussi menacé d'être renversé par la mobilisation populaire — et là encore des forces hos-



Gauche : destructions causées par les bombardements des forces gouvernementales (photo AP). Droite : les grandes puissances discutent du sort de la Syrie lors du dîner du G20 le 6 septembre 2013 (photo AFP).

tiles au peuple, autour de la droite libérale de Nida Tounès, issue du régime de Ben Ali, essaie de récupérer la colère pour revenir au pouvoir — en réussissant malheureusement à instrumentaliser les partis de gauche réunis dans le Front populaire, avec le piège du « Front du salut ». De plus, l'Iran, malgré le récent changement de gouvernement, continue de renforcer ses capacités militaires et notamment atomiques : l'opération en Syrie vise aussi à l'affaiblir et à le menacer. Et ce ne sont pas les soi-disant négociations ouvertes par Israël et ses collaborateurs du Fatah pour continuer de fouler aux pieds les intérêts du peuple de Palestine qui suffiront à empêcher l'éventualité d'un nouveau soulèvement palestinien que tous redoutent tant.

C'est pourquoi les révolutionnaires du monde doivent s'opposer de toutes leurs forces aux bombardements en Syrie et œuvrer à l'échec de l'intervention impéria-

liste. En France, nous devons être aux premiers rangs des opposants au gouvernement, organiser des manifestations et rassemblements avec toutes celles et ceux qui s'opposent à l'intervention en la dénonçant comme impérialiste, en y défendant évidemment nos propres mots d'ordre. C'est d'autant plus crucial que Hollande-Ayrault-Fabius tentent aussi de réaliser par là une union nationale pour mieux désamorcer les mobilisations contre leur contre-réforme des retraites, tout en poursuivant leur odieuse politique anti-ouvrière et anti-immigrés, en s'en prenant tout particulièrement aux jeunes des quartiers populaires et aux musulmanes-s.

Cela ne signifie aucun soutien à Bachar El-Assad et nous condamnons sans ambiguïté les prétendus partis révolutionnaires ou de gauche, issus généralement du stalinisme, qui soutiennent le dictateur au moment

où il massacre son peuple en osant le présenter comme anti-impérialiste ou progressiste. Mais il est crucial que son renversement soit réalisé par le peuple syrien lui-même, qui poursuit sa lutte héroïque malgré les manipulations dans ses propres rangs et la confusion extrême. Quand bien même les impérialistes renverseraient Al Assad, ce serait uniquement pour transformer la Syrie en un nouvel Irak, pour mettre en place un régime entièrement à leur botte qui empêche toute solution favorable aux aspirations démocratiques et sociales du peuple, et disposer d'une nouvelle place forte afin de maîtriser et terroriser les peuples de la région qui cherchent à poursuivre le processus révolutionnaire dans les conditions les plus difficiles qui soient. Au prix terrible du sang, l'émancipation démocratique et sociale des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Tendance CLAIRE du NPA

Tunisie : attention danger !

Alors que la mobilisation de masse reprend pour chasser le gouvernement d'Ennahda, la centrale syndicale UGTT s'allie au patronat et le « Front populaire » scelle un accord avec la droite libérale !

Nouvelle phase et radicalisation des mobilisations populaires

Après celui de Chokri Belaïd le 6 février, l'assassinat le 25 juillet d'un second dirigeant et député du Front populaire¹, Mohamed Brahmi (probablement par les mêmes islamistes radicaux), a relancé la mobilisation de masse dans tout le pays. Le jour même, la direction de l'UGTT, la puissante centrale syndicale, a appelé à une grève générale de quarante-huit heures, bien suivie malgré les vacances. Les manifestations des 6 et 13 août ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes exigeant la démission du gouvernement de la « Troïka », dominé par les islamistes d'Ennahda et dirigé par Ali Larayedh². Beaucoup de manifestant-e-s demandent aussi la dissolution de l'Assemblée nationale constituante élue le 23 octobre 2011, totalement illégitime puisque son mandat était censé s'achever un an après et que la constitution en question n'a toujours pas vu le jour. Les appels à la désobéissance civile, les incendies de locaux d'Ennahda, les affrontements avec la police, les *sit in* et les actions de masse se sont multipliés dans tout le pays, notamment dans les régions, comme

à Sidi Bouzid et à Sfax, bastions du soulèvement révolutionnaire de fin 2010-début 2011, où les gouverneurs (l'équivalent de préfets) ont même été empêchés par la foule d'entrer dans leurs bureaux ou forcés d'en sortir...

Le 3 août, Ennahda a totalement échoué dans sa tentative de répondre à ce soulèvement populaire par une démonstration de force : alors qu'il avait fixé l'objectif d'un millions, il n'a rassemblé que 30 000 manifestants, selon la police (200 000 selon le chiffre fantaisiste des organisateurs), malgré des moyens considérables pour les faire venir de tout le pays, y compris en offrant 20 à 50 dinars par personne (à comparer au salaire minimal de 260 dinars). Par ailleurs, accusé de n'avoir rien fait pour retrouver et traîner en justice les assassins de Chokri Belaïd et de soutenir plus généralement les salafistes et les prétendues « ligues pour la sauvegarde de la révolution », qui sont en fait des milices islamistes violentes, le gouvernement doit faire face aux attaques des djihadistes d'Aqmi (Al Quaida au Maghreb islamique) qui veulent profiter de la situation : ils semblent chercher à fomenter des attentats en ville, ont tué un officier en décembre à Kasserine, blessé une dizaine de soldats par des mines anti-personnel en mai et sur-

tout égorgé début août huit militaires dans les montagnes du Chaabi. À grand renfort de médias, le gouvernement a essayé de montrer sa détermination en envoyant l'armée pour une opération de grande envergure visant à déloger les djihadistes de ce maquis proche de la frontière algérienne, où ils se sont installés depuis des mois ; si elle n'en a en fait guère attrapé, les confessions des deux qui se sont rendus ont été passées en boucle à la télévision pour faire croire à l'efficacité du pouvoir et appeler à l'unité nationale contre le terrorisme.

Face à la crise politique, le patronat et la droite néo-libérale prennent la tête de l'opposition... avec l'aide de l'UGTT et du Front populaire

Le pays est donc plongé dans la crise politique. Faute d'accord sur le projet de constitution, l'Assemblée constituante est paralysée, d'autant plus qu'une soixantaine de députés (dont ceux du Front populaire) ont décidé de boycotter ou de suspendre leur participation aux séances depuis l'assassinat de M. Brahmi. Le 22 août, le gouvernement a accepté le principe de sa démission, proposant la date du 29 septembre, mais à condition

1. Lancé en octobre 2012, le Front populaire regroupe la gauche tunisienne. Ses deux composantes les plus fortes sont deux partis issus du maoïsme, le Parti des travailleurs (PT, ex-PCOT, dirigé par Hama Hamami, désormais porte-parole du Front populaire) et le Parti des patriotes démocrates unifiés (PPDU, dont Chokri Belaïd était le dirigeant). Il y a aussi le Watad révolutionnaire (scission de gauche du précédent), plusieurs partis nationalistes arabes (de tradition nassériste, comme celui de Mohamed Brahmi, ou baathiste), la Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO) trotskyste, le parti écologiste, l'association RAID (équivalent d'ATTAC), ainsi que des individus dits « indépendants ». Le Front populaire compte une dizaine de sièges à l'Assemblée constituante et est crédité de 7,5% des intentions de vote dans les sondages ; mais surtout, ses militant-e-s sont surtout nombreux/ses et influent-e-s dans la centrale syndicale UGTT à tous les niveaux.

2. On appelle « Troïka » le gouvernement par intérim constitué après l'élection de l'Assemblée constituante en octobre 2011 (un peu remanié après l'assassinat de Chokri Belaïd en février 2013) parce qu'il est une coalition entre trois partis : le parti islamiste Ennahda (proche des Frères musulmans comme Morsi en Égypte et l'AKP turc), qui était arrivé largement en tête avec 37% des suffrages (mais moins de 20% des voix potentielles, étant donné l'abstention de 45%) ; le CPR (Congrès pour la République) du président Moncef Marzouki (8,7%) et Ettakatol (7%), parti dit de « centre gauche », membre de l'Internationale « socialiste » où il a remplacé à la veille de sa chute... le parti de Ben Ali.



Gauche : Manifestations à Siliana en novembre 2012 (photo AFP). Droite : funérailles de M. Brahmi à Tunis le 27 juillet 2013 (photo AFP).

d'un accord avec l'opposition sur la composition d'un gouvernement provisoire, sur le projet de constitution et sur la date des élections. L'opposition a refusé en maintenant son exigence d'une démission immédiate du gouvernement et de son remplacement par un gouvernement « neutre », « apolitique » de personnalités « compétentes », chargé de terminer la constitution, d'organiser les élections et de gérer les affaires courantes.

C'est là que réside le problème principal posé par la politique de l'opposition. L'exigence de ce « gouvernement de compétences » et de ce processus électoral est le point commun à toutes les forces qui demandent la démission du gouvernement. Depuis fin juillet, elle est reprise par la centrale syndicale UGTT et l'organisation patronale UTICA, qui marchent main dans la main : au lieu de se battre contre le gouvernement et d'œuvrer à la converger des grèves dans l'objectif d'imposer les revendications sociales, l'UGTT avait multiplié depuis plus d'un an les initiatives pour un « dialogue national », avec la participation des forces politiques qui ne sont pas au pouvoir, des organisations de la société civile et de l'UTICA. C'est seulement depuis l'assassinat de M. Brahmi, face à la colère populaire qui s'est répandue comme une traînée de poudre, que la direction

de l'UGTT exige la démission du gouvernement, auquel elle a lancé un ultimatum, tout en refusant la dissolution de l'Assemblée constituante (mais un tiers des membres de sa commission administrative se sont prononcés en ce sens lors de sa réunion du 29 juillet). L'UTICA est sur la même ligne : on lit dans *Jeune Afrique* que, suite à l'assassinat de M. Brahmi, « très vite, l'Utica fait sienne la position de l'UGTT : formation d'un gouvernement de compétences et maintien de l'ANC pour qu'elle finalise la Constitution et mette en place l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), au plus tard le 23 octobre. Houcine Abassi, secrétaire général de l'UGTT, précise que les deux centrales "n'accepteront d'entamer un dialogue national que si le gouvernement est dissous". Bouchamaoui est plus pugnace : "Il faut un gouvernement de technocrates, compétents, sans agenda politique et aptes à gérer les dossiers techniques. L'intérêt du pays doit primer. J'ai envie de dire aux politiciens : "Reposez-vous et laissez-nous travailler" ». Que le patronat en ait assez d'une situation de crise politique et d'instabilité qui nuit à ses affaires, on le comprend. Mais qu'une centrale ouvrière noue avec lui un accord politique ne peut que conduire à la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie et préparer le terrain d'un

« pouvoir fort » seul à même de restaurer l'« ordre » — c'est-à-dire l'ordre nécessaire aux capitalistes locaux et étrangers.

C'est ce qu'a bien compris le principal mouvement politique d'opposition, la coalition « Union pour la Tunisie », qui arrive en tête dans les sondages (avec 20,3% d'intentions de vote, contre 13% pour Ennahdha et 7,5% pour le Front populaire). Cette coalition est formée autour de Nidaa Tunes, le parti de droite néo-libéral de Beji Caïd Essebsi, ancien pilier du régime de Bourguiba, en relative disgrâce sous Ben Ali mais tout de même président de la Chambre des députés fantoches en 1990-1991 et surtout Premier ministre par intérim entre mars et octobre 2011, chargé à ce titre de canaliser le processus révolutionnaire dans la voie institutionnelle pour préserver le régime. Bien des anciens du parti de Ben Ali ont rejoint Nidaa Tunes et la France impérialiste le soutient chaudement : tous espèrent reprendre les choses en main à la faveur d'une victoire électorale. Les principaux autres partis de la coalition « Union pour la Tunisie », petites organisations issues de l'ancien PC ou de scissions droitières des courants maoïstes, ne servent que de cautions « de gauche » à Essebsi, sous couvert de défense de la laïcité et de lutte contre le danger islamiste, jugé principal.

Or le Front populaire, qui

regroupe les organisations de gauche tunisiennes (les principales étant issues du maoïsme ou du nationalisme arabe) a passé cet été un accord politique avec l'Union pour la Tunisie et donc avec la droite néo-libérale de Nidaa Tunes ! En effet, ils ont constitué ensemble le « Front de salut national » dont la principale revendication, désormais reprise par l'UGTT et l'UTICA, est la démission du gouvernement et la mise en place du fameux « gouvernement de compétences ». Ils demandent certes aussi la démission de l'Assemblée constituante, contrairement à l'UGTT et à l'UTICA, mais c'est une différence secondaire : l'essentiel est que tous sont désormais d'accord pour offrir au régime en crise une porte de sortie par la voie des institutions, d'une constitution sur laquelle le peuple n'aura même pas son mot à dire (le « Front de salut national » demande même qu'elle soit achevée par un petit groupe de juristes!) et des élections. C'est l'union sacrée contre Ennahda, mais aussi contre toute solution pouvant venir des travailleurs/ses eux/elles-mêmes.

Rien ne peut justifier la collaboration de classe !

Malheureusement, la direction de la Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO, organisation amie du NPA, liée à la Quatrième Internationale-Secrétariat unifié) est pour le moment sur la même orientation que les autres partis du Front populaire. Elle croit même mener un combat de radicalisation... en demandant que le programme du « gouvernement de compétences » intègre des mesures sociales — comme si c'était possible de se mettre d'accord avec l'UTICA et la droite néo-libérale ! Au contraire, on ne peut que soutenir le parti Watad révolution-

naire (d'origine maoïste), qui a quant à lui dénoncé l'accord avec Nidaa Tunes et a été pour cela « suspendu » du FP¹. On se réjouit également du vote de l'Assemblée générale de la section francilienne du Front populaire tunisien, qui condamne fermement l'accord². La question est grave et menace de scissions les organisations du FP. Ainsi le dirigeant et ex-porte-parole de la LGO, Jalel Ben Brik, a-t-il claqué la porte et annoncé qu'il comptait créer une nouvelle organisation révolutionnaire. Les militant-e-s de base du PT, notamment de son secteur jeune, du PPDU et nos camarades de la LGO sont nombreux/ses à être désorienté-e-s par cette alliance contre nature.

Malgré les sérieuses ambiguïtés de sa charte de fondation, qui refusait déjà de fixer l'objectif du pouvoir des travailleurs et semait la confusion en proposant une stratégie institutionnelle dans une logique de « révolution par étapes », le Front populaire s'était en tout cas clairement constitué en septembre 2012 sur la base du rejet ferme et symétrique d'Ennahdha et de Nidaa Tunes, les deux faces de la réaction. Aujourd'hui, tout le monde comprend le risque que cette opération, qui se veut une subtile tactique pour mobiliser les masses, profite avant tout aux plus forts, c'est-à-dire à Nidaa Tunes, qui n'hésitera pas à se retourner demain contre ceux qui l'aident objectivement aujourd'hui dans sa course au pouvoir. De fait, sur la place du Bardo à Tunis, c'est Nidaa Tunes, non le Front populaire, qui est hégémonique, grâce à ses moyens supérieurs, mais aussi au piège où se sont enfermés les dirigeants du FP au nom de l'alliance.

Des camarades de la LGO et du NPA tentent de justifier cette orientation en faisant valoir qu'il n'y a pas de processus d'auto-

organisation de masse en Tunisie et en prétendant qu'il faut bien apporter une réponse immédiate à la question du pouvoir ; or le Front populaire est bien plus faible que Nidaa Tunes et il ne peut postuler au pouvoir... Mais cette logique essentiellement parlementaire ne peut mener qu'à une impasse catastrophique ! L'indépendance de la classe ouvrière est un principe sur lequel on ne transige pas. Il n'y a aucun raccourci, aucun chemin de traverse si l'on veut régler la question du pouvoir dans l'intérêt des masses. Les organisations du mouvement ouvrier n'ont pas à trouver une réponse institutionnelle à la crise du régime, mais à mobiliser les masses par tous les moyens et à défendre leurs idées propres, quel qu'en soit le résultat immédiat. Rien ne dit que cela ne puisse donner des résultats considérables en termes de construction : même tel qu'il est, en n'ayant guère organisé de campagnes et de mobilisations, le Front populaire, fondé depuis un an à peine, a réussi à se faire connaître à une échelle large, il rassemble des milliers de militant-e-s syndicaux (qui pèsent chacun-e bien plus socialement que dix adhérents lambda de Nidaa Tunes réunis) et même les 7,5% d'intentions de vote dont il est crédité dans les sondages sont importants si on les compare à ses faibles moyens et à sa médiatisation limitée. Dès lors, il serait sans doute possible de progresser à un rythme beaucoup plus rapide en menant une politique correcte, des campagnes au plus près des travailleurs/ses — ce qui n'est malheureusement pas le cas parce que, depuis le début, le Front populaire mise avant tout sur une stratégie électorale.

En tout cas, il ne sert à rien de se lamenter sur le manque d'auto-organisation et la lassi-

1. Cf. Jules Crétois, « Tunisie : brouille au sein du Front populaire », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29482>
2. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29644>

tude d'une partie des masses, qui ne font que refléter les tergiversations, voire le renoncement au combat révolutionnaire des organisations depuis deux ans. On en serait pas là si le combat politique pour la poursuite du processus révolutionnaire avait été réellement mené après la chute de Ben Ali, au lieu de participer à la « Haute instance pour les objectifs de la révolution » et à la mascarade de l'Assemblée constituante ; si l'UGTT avait organisée des grèves au lieu de les entraver avec sa stratégie de dialogue national et son accord avec le patronat ; si les militant-e-s du Front populaire avaient mené un vrai combat politique dans l'UGTT en combattant frontalement cette orientation ; si les occasions d'affrontement avec le pouvoir avaient été saisies après la répression des manifestant-e-s de Siliana par les chevrotines de la police en septembre 2012, après l'attaque du siège de l'UGTT par les milices islamistes le 4 décembre 2012 ou après l'assassinat de Chokri Belaïd le 6 février 2013. . .

Mais le plus remarquable est justement que, malgré ces hésitations et ces renoncements des organisations, les masses continuent de faire preuve d'un niveau d'activité et de courage admirables, en se soulevant à Siliana, en participant massivement à la grève générale et aux manifestations après l'assassinat de Chokri Belaïd et encore cet été depuis l'assassinat de M. Brahmi. Si les dernières manifestations semblent moins nombreuses, c'est le signe que la lassitude et la confusion risquent de s'installer justement parce qu'aucune autre solution politique réellement ouvrière et populaire n'est proposée et que la confusion règne avec l'alliance contre-nature entre le Front po-

pulaire et des bourgeois de l'ancien régime honni.

L'étai de l'alternative entre poursuite du processus révolutionnaire et risque de contre-révolution se resserre

Le danger contre-révolutionnaire guette du côté d'Ennahda, qui joue la montre pour placer ses hommes dans tout l'appareil d'État et pourrait être tenté par une solution autoritaire, d'autant que l'expérience de son ami Morsi en Égypte lui confirme que le compromis avec ses adversaires « laïcs » n'est pas aisé, voire très risqué. Mais le danger n'est pas moindre du côté de Nidaa Tunes, qui montre certes aujourd'hui un visage « démocratique » pour gagner les élections. . . mais matraquera demain les travailleurs avec d'autant plus de facilité qu'il leur aura été présenté comme un recours.

Il est donc urgent de rompre l'accord du « Front de salut national ». Les révolutionnaires du Front populaire qui le dénoncent ont raison. Il est crucial d'élaborer, avec les travailleurs/ses et les jeunes en lutte, un véritable programme politique indépendant, fondé sur l'annulation de la dette, la répudiation des accords avec l'UE et le FMI, l'expropriation sans indemnité ni rachat et la nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises étrangères et tunisiennes, l'embauche des chômeurs, le développement des régions déshéritées, la défense et l'extension des acquis démocratiques, des droits des femmes et de la laïcité. . . Cela pose comme central l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses à tous les échelons. Le combat au sein de l'UGTT est également décisif : au lieu de se

plier à la règle antidémocratique du « consensus » qui prévaut actuellement, le combat politique peut être mené dans toutes ses structures pour rompre l'accord avec l'UTICA, pour lancer des grèves et permettre ainsi à la classe ouvrière, aujourd'hui largement paralysée en tant que telle, de jouer un rôle central dans les événements. Il est également possible de mener le combat pour construire dans l'UGTT une majorité favorable au pouvoir des travailleurs, qui ne pourrait que s'appuyer sur elle étant donné son poids social et son rôle politique traditionnel dans le pays. Pour gagner les masses au programme révolutionnaire, il n'y a pas d'autre solution que de participer la mobilisation permanente sur une base d'indépendance de classe, de mener des campagnes politiques sur des revendications précises et d'aider à la mise en place de structures d'auto-organisation.

Beaucoup de choses vont se jouer en ce mois de septembre et dans les semaines suivantes. L'enjeu est majeur, de portée internationale : la discussion politique la plus franche entre révolutionnaires du monde entier est indispensable. Une intervention impérialiste en Syrie se prépare. En Égypte, l'armée a pour le moment repris le contrôle de la situation, qui était redevenue révolutionnaire, en se faisant passer aux yeux des masses révoltées comme recours contre les Frères musulmans et en leur faisant subir un massacre atroce destiné en fait à terroriser toute la population. Avec l'assassinat de M. Brahmi, le centre de gravité des processus révolutionnaires arabes est repassé en Tunisie : c'est là que se joue aujourd'hui son avenir immédiat.

Ludovic Wolfgang

Déchets nucléaires à Bure : le gouvernement tombe sur un os

(Article publié dans *Tout est à nous!* de juillet 2013)

Pour faire accepter leurs politiques dévastatrices au service des possédants, nos dirigeants ont à leur disposition toute une panoplie de petits rouages bien huilés : des tables rondes, des réunions publiques, des instances de concertation, des espaces de dialogue social, on en passe et des meilleures. Par exemple, ils décident d'augmenter l'âge de départ en retraite et convoquent les syndicats à leur « conférence sociale » pour essayer, au travers d'un jeu de dupes savamment orchestré, de présenter ce recul social comme le résultat d'une concertation entre toutes les parties concernées. « Nous sommes tous dans le même camp, réfléchissons ensemble ! » Et d'ordinaire, ça fonctionne à merveille.

Mais cette fois, le gouvernement et le lobby nucléaire sont tombés sur un os à Bure, en Meuse à la limite de la Haute-Marne, où la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue se poursuit depuis 1993. Les opposants locaux, qu'il devient difficile de berner, ont refusé de marcher dans la combine. Et pourtant, le dernier rouage en date inventé par les pouvoirs publics n'est pas le moins habile : il s'agit de la « commission nationale du débat public ». Un organisme réputé neutre et indépendant, chargé d'organiser des débats sur des grands projets lorsque... ceux-ci sont déjà décidés ou sur les rails. Alors que

la majorité de la population rejette l'enfouissement comme étant la pire des solutions, on nous prie de bien vouloir participer à cette mascarade de consultation : « on a déjà décidé d'enfouir, venez donner votre avis sur la profondeur du trou et la largeur des alvéoles. »



Le Monde raconte, le lendemain : « Dégage ! » ... Les opposants au projet de site de stockage de déchets radioactifs envisagé à Bure (Meuse) ont à nouveau empêché la tenue d'un débat public qui devait avoir lieu lundi 17 juin à Bar-le-Duc. Le premier débat, le 23 mai, avait connu un sort similaire. » Des centaines de participants ont en effet renvoyé à leurs bureaux les doctes personnages cravatés qui venaient nous expliquer comment il faut penser la démocratie.

Bien sûr, ces blocages n'arrêteront pas à eux seuls le projet et le processus institutionnel n'a aucune chance d'être invalidé, mais ces actions redonnent confiance dans les possibilités de lutter localement et, qui sait, peuvent contribuer à l'amplification de la résistance, seule à même de faire vaciller ce sinistre pro-

jet. D'autre part, elles gênent vraiment les pouvoirs publics qui se trouvent confrontés à une dénonciation claire et nette de leur manipulation et de leur enfumage démocratique. De telles réactions peuvent faire boule de neige dans toute sorte de domaines et c'est bien ce qui les préoccupe.

Pour nous, c'est donc une première bataille gagnée pour la sauvegarde des générations futures, mais ce n'est pas encore la victoire. C'est pourquoi le NPA local, très investi dans le mouvement, appelle à le poursuivre et à l'amplifier, tout en faisant des propositions anticapitalistes que s'approprient progressivement bien des militants locaux :

- Arrêt immédiat de Bure. Pour les déchets existants, maintien en surface près des lieux de production, seule solution d'attente raisonnable à l'inverse de l'abandon en sous-sol.
- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans avec un plan chiffré et argumenté.
- Passage à une production exclusivement renouvelable.
- Et pour y arriver : expropriation sans indemnité ni rachat des industriels privés de l'énergie. Socialisation intégrale de la production et de la distribution énergétique avec gestion la plus locale possible par les travailleurs et la population.

Claude Kaiser

Un compte rendu des journées d'été des amis de la Confédération Paysanne

Au Cun du Larzac, lieu mythique des luttes des années 70 se sont tenues entre le 17 au 21 juillet les journées d'été des *Amis de la confédération paysanne*¹. Pour les militants anti-capitalistes citadins, l'intérêt de mieux connaître le monde paysan est évident dans une perspective de convergence des luttes, à l'heure des combats écologiques contre les bétonneurs de Notre Dames des Landes, contre les empoisonneurs comme Monsanto (OGM, pesticides), et contre les crimes de l'industrie agro-alimentaire et (famines, souffrance animale, réchauffement climatique).

Un débat emblématique pour commencer : quel accueil réserver à un ministre « socialiste » ?

La matinée du jeudi 18 juillet a lieu un épisode inattendu et particulièrement intéressant politiquement. Le hasard du calendrier a voulu que cette date soit justement celle de la venue, sur le site même des journées d'été, du ministre de l'agriculture Le Foll pour la cérémonie de prolongation d'un bail d'une partie des exploitations agricoles des terres du Larzac au profit de la SCTL². Cette décision du gouvernement, pour une fois écologique (quoiqu'en l'occurrence semble-t-il peu coûteuse), tout le monde présent aux journées d'été (conf paysanne et amis de la conf) s'en réjouissait. En revanche, les avis divergeaient sur l'attitude à réserver au ministre, certains ne voulant pas offrir au gouvernement

l'occasion de réussir une opération de com'... et tenter notamment de faire oublier sa politique concernant le projet fort peu écologique d'aéroport de Notre Dame des Landes.



Confédération paysanne

Alors que la partie majoritaire des présents de la confédération paysanne avait accepté de participer à la cérémonie, une poignée de manifestants (principalement des zadistes aveyronnais, accompagnés de quelques syndicalistes minoritaires de la Confédération Paysanne ainsi que d'au moins un militant NPA local ayant sorti une banderole pour l'occasion) décidèrent de perturber ladite cérémonie, bloquant même la route et obligeant le Foll à déguerpir sans gloire par un chemin de terre.

A la suite de quoi, un débat improvisé eut lieu le midi lors du déjeuner rassemblant la soixantaine de participants des journées des amis de la confédération paysanne. Un des initiateurs de la manifestation « sauvage » minoritaire, non membre de la confédération paysanne, demanda la parole pour expliquer ses motivations : non, on ne peut se contenter d'applaudir sagement un ministre, cautionnant par-là implicitement la politique du gouvernement. Les réac-

tions exprimées montrent des avis très partagés ; beaucoup quoique critiques envers le gouvernement, estimant, à l'instar de José Bové, que perturber la cérémonie n'était « pas très correct »³.

La question du rapport aux institutions et de leurs représentants traversera, en filigrane, tous les débats qui suivirent les jours suivants.

Des constats justes mais pas de perspectives hors du capitalisme

Lors des ateliers des journées d'été, les constats posés étaient très intéressants. Globalement le caractère criminel du capitalisme, même s'il n'est malheureusement pas toujours nommé explicitement, est peu contesté. Le bât blesse concernant les solutions proposées : qu'elles visent, dans le cadre des institutions, à adoucir les règles de l'économie de marché, ou qu'elles entretiennent l'illusion de possibilité de circuits économiques parallèles.

L'action parlementaire

Un des premiers ateliers des journées avait pour thème la PAC (Politique Agricole Commune), dont la réforme pour la période 2014-2020 a été récemment décidée par la Commission Européenne à Bruxelles⁴. Depuis 1962, la PAC est un des plus importants chantiers politiques de l'UE. Le bilan est calamiteux : productivisme, vision technocratique, système de subventions favorisant les grosses entreprises au détriment

1. La *Confédération Paysanne* (CP) est un syndicat agricole. Ne peuvent en être membres que les paysans. En revanche, les *Amis de la Confédération Paysanne* est une association ouverte à la fois aux ruraux et aux urbains, et dédiée à la promotion « d'une agriculture respectueuse des hommes et de la Nature » (<http://www.lesamisdelaconf.org>). La confédération paysanne compte environ 7000 membres (15000 selon Wikipedia http://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_paysanne) ; les amis de la conf', qui fêtent leur 10 ans d'existence, environ 1000.

2. Société civile des Terres du Larzac

3. « Et la manifestation alors ? "Par rapport à la signature du bail, c'est un non-événement, tranche Bové. Mais ce n'est pas très correct." » <http://www.midilibre.fr/2013/07/19/manifester-ou-pas-divergences-sur-le-larzac,736365.php>

4. *Tout est à nous* s'en est fait écho dans le n° du 18 juillet, cf. <http://www.npa2009.org/node/38228>



Journées d'été des amis de la Confédération Paysanne, du 17 au 21 juillet 2013.

des petits exploitants. Face à cela, la confédération paysanne revendique une réforme donnant « *enfin le premier rôle à l'emploi et aux territoires* »¹. Ce faisant la CP inscrit son discours dans le cadre des institutions et du capitalisme. Cette limite se retrouvait dans les débats des journées d'été : l'essentiel du temps était consacré à des explications techniques.

Que la CP, en tant que syndicat, cherche par la négociation avec le pouvoir à obtenir des avancées non révolutionnaires est une chose. Mais cela ne devrait pas impliquer la renonciation à une perspective « hors système ». Une partie des discussions ont porté sur ce point. Michel Dupont, assistant parlementaire de Jové Bové dans son travail de député européen, a décrit de façon très intéressante comment certaines batailles ont pu être moins menées parfois avec succès. Ainsi par exemple le travail salutaire d'information sur les OGM² et la dénonciation du lobbying de Monsanto. Ou encore les modalités prévues pour les exceptions aux règles de la sacro-sainte concurrence. Au final ce sont des votes arrachés au parlement. Ce ne sont certes pas là des résultats dérisoires... mais le risque existe qu'au nom du réalisme, la lutte contre le système se cantonne au terrain institutionnel.

De fait, de façon sympto-

matique, l'association *Envie de Paysans*, omniprésente durant les journées d'été, propose comme mode d'action l'envoi de courrier aux députés, pour faire pression les convaincre des vertus de l'agriculture paysanne. Plus généralement, le discours d'une partie des animateurs d'*Envie de Paysans* met en avant la perspective de « mobilisations citoyennes », dans un registre angélique étranger à l'idée de lutte, où l'analyse de classes³ et la nécessité d'affrontement avec le pouvoir sont absentes.

Le contraste entre l'importance des enjeux agricoles et la faiblesse des moyens est frappant, car par ailleurs de nombreux constats étaient bien posés (partout dans le monde, famine, expropriation des paysans, absence de contrôle des populations sur le contenu des assiettes).

Bien sûr, beaucoup des présents membres des Amis de la CP, vieux militants, ont connu les folles années 70 et les discussions politiques sur « réforme ou révolution ? ». Mais la question est toujours d'actualité ! Il est dommage qu'elle ait été si peu présente.

Plus récemment – mais c'est peut-être une impression subjective – il semble qu'aux alentours de l'année 2000, au moment des grands rassemblements altermondialistes, José Bové, alors porte-parole de la CP, tenait des dis-

cours plus radicaux qu'aujourd'hui (P.ex., même si ce n'était pas la panacée, le slogan « un autre monde est possible » avait quand même le mérite d'appeler un changement de système).

Les batailles juridiques

De façon en partie similaire, plusieurs exposés dénonçant l'acaparement généralisé des terres faisaient une part importante aux moyens juridiques de contrecarrer les plans des bétonneurs. Quelles astuces pour réussir une occupation et retarder les demandes d'expulsion ? Quels types de terrains demander aux pouvoirs publics pour éviter les opérations immobilières, et quels délais imposés par la loi pour les changements de classements, entre « constructible », « zone à urbaniser » et « protégé » ?

A Notre Dame des Landes contre Vinci comme à la ferme des Bouillons contre la société immobilière d'Auchan, l'utilité de ces connaissances est démontrée. Négliger cet aspect du militantisme pour ne parler « abstraitement » que de révolution serait stupide... simplement il faut faire les deux !

Car paradoxalement, quand bien même l'État permettrait de gagner les batailles juridiques en question, en vérité la bourgeoisie n'aurait pas lieu de s'en plaindre si

1. <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=1781>

2. À ce propos, lire les dossiers d'*Inf'OGM - veille citoyenne* <http://www.infogm.org>

3. Le terme de « société civile » a été très utilisé par différents intervenants.

en dernière analyse ces victoires signifiaient la sauvegarde de la paix sociale et le maintien de la lutte sur le terrain non-révolutionnaire.

Les recherches alternatives de contournement du capitalisme

Pour le soutien à l'agriculture paysanne, plusieurs militants proposent de réformer la PAC et à aménager le capitalisme. Parallèlement, se manifeste fortement l'espoir de développer « commerce équitable ». Mais ses possibilités d'extension sont limitées, et la reconnaissance de ce fait nécessite parfois une discussion à mener. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont tiré de façon très honnête des bilans négatifs de certaines coopératives qui muées avec le temps en entreprises capitalistes banales. Leurs dirigeants peuvent se bureaucratiser, perdre l'esprit original, et finir par ne plus raisonner qu'en termes de rentabilité et d'augmentation d'activité. Ainsi par exemple, semble-t-il, de Biocoop, actuellement premier réseau

de magasins bio en France.

Certains prônent le développement de circuits économiques parallèles où le producteur-paysan échangerait directement avec le consommateur-citoyen. L'évitement de l'intermédiaire du distributeur permettant ainsi une rémunération juste du paysan. Éventuellement ce type de mécanisme intégrerait des monnaies locales.

Mais ce type de solutions, si elles peuvent encourager des rapports de solidarité locaux, restent sous la pression du système qui les maintient toujours dans la marginalité. Tant que le pouvoir restera aux mains des capitalistes, il ne pourra y avoir à large échelle de contrôle sur l'agriculture et sur nos assiettes.

Conclusion

Les quelques remarques critiques qui viennent d'être formulées ne saurait faire oublier les nombreuses qualités des Amis de la CP. Le souci de lier question sociale et écologique est constant

dans leurs réflexions. De même que la conscience de la nécessité de tisser des liens avec les paysans du monde entier : la coordination au sein du mouvement *Via Campesina* (la « voie paysanne » en espagnol) est salubre et mérite d'être soutenue. Un militant malien invité a ainsi pu décrire les difficultés des paysans expropriés de son pays.

L'objectif des Amis de la Confédération Paysanne – faire le lien entre les paysans et les autres travailleurs – correspond au projet de construction du parti de l'Internationale : « Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs... ».

Du reste, aux journées d'été étaient présents plusieurs ex-militants du NPA déçus, toujours désireux de combattre le capitalisme mais à présent orphelin de parti. Que les lieux comme les rassemblements des amis de la CP puissent servir au regroupement des forces, et à la convergence révolutionnaire des luttes !

Cyubov Gurina

FORMATION MARXISTE

Quelques brochures disponibles sur notre site

- Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/articles-pdf/artpdf-527.pdf>
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/articles-pdf/artpdf-528.pdf>
- Mai 68 en France
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureTCsurMai68.pdf>
- Les révolutions chinoises
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureRevosChinoises.pdf>
- Le Front populaire, ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureFrontPopulaire.pdf>
- La révolution espagnole (1936-1939)
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureTCsurRevolutionEspagnole.pdf>
- Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureRevoAllemande.pdf>
- Les révolutions russes
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/BrochureRevosRusses.pdf>

France

- Pour obtenir le retrait du projet de loi sur les retraites, il faudra un mouvement d'ensemble, par la grève et l'auto-organisation! (p. 2)
- La MAP, une RGPP à la hauteur... des exigences de la bourgeoisie (p. 5)
- Choc de simplification : des complications pour les travailleurs! (p. 7)
- Catastrophe ferroviaire à Brétigny-sur-Orge : la cause n'est pas la fatalité mais la casse du service public! (p. 8)
- A Saint Christol-lez-Ales dans le Gard, une centaine de salariéEs occupent "Call Expert" (p. 10)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan du CPN « élargi » des 6-7 juillet 2013 (p. 11)
- Sur les meetings du NPA à Nîmes et à Marseille (p. 13)
- « Une alternative anticapitaliste à l'Union européenne » (intervention lors de l'Université d'été du NPA) (p. 14)

International

- Non à l'intervention impérialiste en Syrie! (p. 18)
- Tunisie : attention danger! (p. 20)

Écologie

- Déchets nucléaires à Bure : le gouvernement tombe sur un os (p. 24)
- Un compte rendu des journées d'été des amis de la Confédération Paysanne (p. 25)

Formation marxiste

- Quelques brochures disponibles sur notre site (p. 27)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

